

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

LA POLICE VOUS PARLE

*tous les
jours*

*à toute
heure*



fredrochard
(TYPO: AFFICHE N°168)

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



**Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous ! info@acrimed.org**

Le journalisme politique jouit d'un prestige symbolique certain dans le champ journalistique. Dans l'entre-soi et le conformisme, l'élite de la profession façonne l'agenda médiatique en prétendant «décrypter» les stratégies de communication, interpréter des sondages d'opinion, et finalement délimiter le périmètre du politiquement acceptable. Si l'inanité d'un tel journalisme n'est pas nouvelle – et les partis pris de ses têtes d'affiche, proverbiaux –, la construction de «l'actualité politique» des derniers mois a offert d'édifiants exemples en matière de pluralisme éditorial... À gauche, d'abord: considéré comme une figure éminemment «respectable» par les chefferies médiatiques, Bernard Cazeneuve est promu comme le chantre d'une «gauche de gouvernement», acceptable et républicaine (p. 3). Ses velléités de «refondation» font l'événement (médiatique) et les louanges pleuvent à mesure que s'abat l'opprobre à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon, bouc-émissaire devant l'éternel de l'éditocratie triomphante (p. 7). Cette même éditocratie qui, après avoir vilipendé de concert la stratégie de la gauche parlementaire pendant l'examen de la réforme des retraites, se paya soudainement de mots complaisants pour légitimer l'obstruction de la majorité présidentielle face à la proposition de loi qui visait à abroger la réforme (p. 20). Cette même éditocratie qui, dans le même temps, décréta unanimement Marine Le Pen «*grandegagnante*» de la séquence sociale, sur la foi de quelques sondages et à la faveur d'une stratégie de communication reçue 5 sur 5 (p. 8).

Pendant que les journalistes politiques spéculent et dissertent en toute mondanité et bien loin du «terrain», le traitement des mouvements sociaux est de plus en plus délégué à des rubricards «police-justice», branchés en continu sur leurs sources policières. «La police vous parle tous les soirs à 20h» pouvait-on lire en mai 1968. La police vous parle tous les jours, à toute heure, transpose Fred Sochard en Une de ce numéro. Le paroxysme fut

sans doute atteint sur BFM-TV lors de la manifestation contre la méga-bassine à Sainte-Soline (p. 26), où, comme ailleurs, le journalisme de préfecture a pris ses aises (p. 21).

Au contraire de ces genres journalistiques en vogue, la critique des médias occupe une place à la fois marginale et subalterne dans le paysage médiatique. Placée dans les mains des médiateurs, elle est vidée de sa substance et sert avant tout à défendre les journalistes et leurs productions (p. 40). Un entre-soi qui ne se manifeste jamais mieux que lors des cérémonies d'autoconsécration médiatique, au cours desquelles des journalistes distinguent d'autres journalistes: lauréats et jury entretiennent ainsi, un pour tous et tous pour un, leur capital social et symbolique (p. 23).

Malgré tout, les contestations existent. Dans les rédactions, des journalistes protestent contre leurs chefferies et la ligne éditoriale qu'elles imposent (p. 38); en dehors, la critique se multiplie et se diversifie; et dans les marges, de jeunes journalistes s'organisent, à l'instar d'une association tout récemment constituée pour lutter contre le racisme dans les rédactions et dénoncer le traitement médiatique du racisme (p. 42). Parce que la question médiatique est une question politique, et puisque le rapport de forces existe, aussi déséquilibré soit-il, il s'agit encore et toujours... d'y prendre part. C'est le sens de l'orientation que s'est fixée Acrimed, réunie en assemblée générale le 10 juin: actualiser et affiner les propositions que porte l'association pour enrayer la marchandisation et la financiarisation de l'information. Transformer radicalement le mode de propriété des médias, renforcer un service public de l'information, démocratiser l'organisation des rédactions...: autant de perspectives ayant vocation à être appropriées le plus largement possible par notre camp social et par les forces associatives, médiatiques, syndicales et politiques désireuses de lutter contre l'ordre établi. ■

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Vivien Brunel, Maxime Friot, Blaise Magnin,
Olivier Moreau, Jean Pérès, Pauline Perrenot,
Olivier Poche, Mathias Reymond, Thibault Roques

Une

Fred Sochard

Dessins

Colloghan

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio,
Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 06/2023 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur: 2305.0503

Imprimé en France

Dépôt légal: juin 2023

Commission paritaire: 1223 G 91177

ISSN: 2256-8271

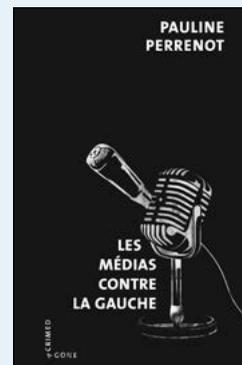


MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

Tarif normal: **20 €**

Tarif précaires: **10 €**

Union européenne et Suisse: **25 €**

Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *Au nom de la démocratie votez bien!*, aux éditions Agone: **15 €**

Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

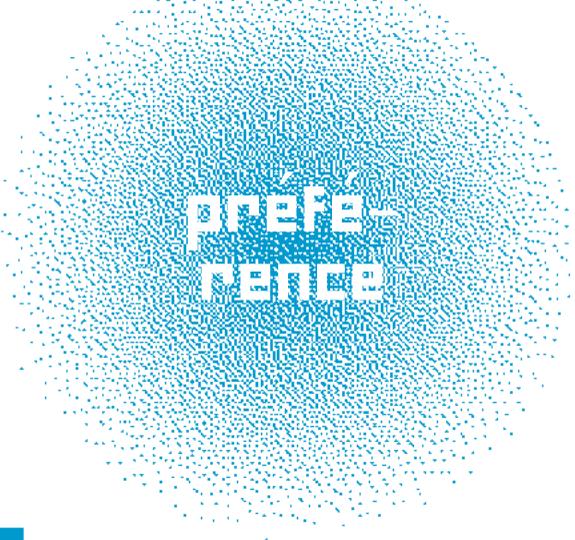
Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél: 09 52 86 52 91 – Courriel: info@acrimed.org



BERNARD CAZENEUVE OU LA «GAUCHE» DONT RÊVENT LES MÉDIAS

Incarnation de la «gauche de gouvernement», «raisonnable» et «républicaine», détracteur invétéré de la Nupes, Bernard Cazeneuve fait figure de «gendre idéal» aux yeux de l'éditocratie – qui lui adresse, en retour, des louanges unanimes.

« **V**oici un homme rare dans les médias, et qui ne parle jamais pour ne rien dire. Voici Bernard Cazeneuve. » C'est avec cette marque de distinction que Yann Barthès introduisait l'ancien Premier ministre sur le plateau de «Quotidien», le 8 février. Deux mois plus tard, *Le Monde* relève combien «*M. Cazeneuve est omniprésent dans les médias*» (18 avr.). Que s'est-il passé entre-temps ? Rien qu'un processus classique de consécration médiatique, favorisé par la parution d'un livre sur François Mauriac (garantissant une tournée promotionnelle à son auteur), la détention d'un capital politique important (Bernard Cazeneuve est ancien maire, député, ministre et Premier ministre), et, *last but not least*, un positionnement politique compatible avec la vulgate éditocratique : la Nupes, c'est mal, la «gauche» modérée, c'est bien (ou c'est supportable).

Mimétisme aidant, on peut dire qu'un tel cocktail a fait son œuvre. Interrogé dans *Le Point* (2 févr.), «Quotidien» (8 févr.), *Le Parisien* (en Une, 13 févr.), *La Tribune* (15 mars), le *JDD* (2 avr.), France Inter (5 avr.), «C à vous» (5 avr.), *L'Express* (6 avr.), *Lire* (6 avr.), France Culture (8 avr.), Public Sénat (14 avr.), *Franc-Tireur* (en Une, 19 avr.), *La Vie* (20 avr.), *Politis*

(26 avr.), Europe 1 (5 mai), *Sud Ouest* (6 mai)... Bernard Cazeneuve est partout, ou presque, invité en sa qualité d'écrivain et/ou d'homme politique.

«REFONDER» LA GAUCHE DANS LA PRESSE... DE DROITE

Gardien auto-proclamé et médiatiquement consacré du «champ républicain», l'ancien ministre est régulièrement sollicité par les chefferies éditoriales afin d'arbitrer les élégances à gauche, quitte, au passage, à oublier ou redorer son bilan politique. Tel avait été (par exemple) le cas à l'occasion de la chasse aux sorcières médiatico-politique contre les «islamo-gauchistes»¹, ou encore, plus récemment,



1. Lire «Islamo-gauchistes»: une chasse aux sorcières médiatique», *Médiacritiques* n°37, janv.-mars 2021, p. 14.



de la cabale contre la « gauche irresponsable » et les indisciplinés du débat parlementaire autour de la réforme des retraites². Pour l'éditocratie, dans les deux cas, il s'agissait d'abord et avant tout de mettre sur le devant de la scène une figure « d'autorité » à même de disqualifier une gauche « non désirable ».

Cette bienveillance médiatique a naturellement accompagné le lancement du mouvement politique de Bernard Cazeneuve – mouvement politique... ou médiatique ? Voyons plutôt : le 3 septembre 2022, une première initiative est lancée par le truchement d'un « manifeste » pour « *refonder* » la social-démocratie paru sur le site... du *Journal du dimanche*, qui s'empresse de doubler la mise en publiant une interview de Bernard Cazeneuve dans l'édition papier du lendemain, dont l'hebdomadaire souligne le caractère

« exclusif » tant elle fut donnée « après un long silence ». Peu (ou pas assez) de retentissement ? Qu'à cela ne tienne : l'ancien Premier ministre peut compter sur d'autres relais complaisants pour assurer la relève. Ce fut chose faite quelques mois plus tard, le 3 février, par le biais d'une interview accordée

cette fois-ci... au *Point*, déclarant pompeusement que « l'ancien Premier ministre sort du silence » (encore !) pour annoncer « la création » (de nouveau !) d'un « mouvement politique » destiné à « relever le défi » face à l'extrême droite... mais surtout à régler ses comptes, au nom d'une « gauche crédible » et d'une « éthique de la responsabilité », avec les orientations de la Nupes et celles du secrétaire général du PS, Olivier Faure. Las, c'est avec un troisième coup de pouce médiatique – en l'occurrence, une tribune au *JDD* (décidément), parue le 18 février – que « 110 élus appellent à soutenir Bernard Cazeneuve et son projet de fédération de la gauche républicaine ». Bilan des courses ? Trois annonces de « refondation de la gauche » orchestrées dans (et par) la presse... de droite.

DU « FIN LETTRÉ » À LA « FIGURE MORALE »

Dernière étape en date de cette lune de miel médiatique : la tournée promotionnelle de Cazeneuve, en avril, pour la parution de son dernier ouvrage (*Ma vie avec Mauriac*, Gallimard, 6 avril). En tant qu'écrivain, Bernard Cazeneuve s'attire d'instantanées faveurs journalistiques. Les louanges pleuvent : « *Un texte sensible et lucide, écrit avec une grande précision* », s'extasie le *JDD* (1^{er} avr.) ; « *un livre profond et retenu* » pour *Le Figaro* (6 avr.) ; « *vif et touchant* » pour *L'Express* (6 avr.) ; « *où chaque phrase est sertie avec le stylet d'un orfèvre* » selon *Le Point* (30 mars). Pas de doute : « *Bernard Cazeneuve est un fin lettré* » (*Lire*, 6 avr.), qui « *se place dans la tradition des hommes politiques à belle plume* » (*La Vie*, 20 avr.). « *Vous révélez, à cette occasion, non seulement une grande sensibilité à la littérature, mais une écriture extrêmement littéraire et d'ailleurs très classique* » ajoute Denis Olivennes (Public Sénat, 14 avr.), quand Anne-Élisabeth Lemoine tient à « *dire tout le bien qu'on pense de Ma vie avec Mauriac* » (« C à vous », 5 avr.). Sur France Inter, Léa Salamé s'amuse des « *grands emportements passionnés* » de Bernard Cazeneuve, et Nicolas Demorand se lance dans l'analyse : « *Ilya chez vous deux [Cazeneuve et Mauriac] le goût de la solitude : "Mon enfance était solitaire et le monde me semblait hostile", écrivez-vous. Hostilité mais aussi tragique [...]. D'où vient ce tourment Bernard Cazeneuve ? C'est le départ d'Algérie ? Le déracinement ? Votre enfance ?* » L'un des maîtres à penser de la critique littéraire médiatique, Jérôme Garcin, s'enthousiasme plus qu'à son tour : « *Surprenant, déroutant et, disons-le, séduisant Bernard Cazeneuve* » (*L'Obs*, 3 avr.). D'où cette question, somme toute logique, qui lui est posée dans le *JDD* (2 avr.) : « *Pourriez-vous être tenté par une candidature à l'Académie française ?* »

Mais ce qui intéresse davantage les éditocrates, c'est l'homme politique. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que Bernard Cazeneuve jouit là encore d'une inépuisable bienveillance. Adoubé par *Le Figaro*

« Surprenant,
déroutant et, disons-le,
séduisant Bernard
Cazeneuve » *L'Obs*

2. Lire « Ce que les médias font au débat parlementaire », *Médiacritiques* n°46, avr.-juin 2023, p. 39.



(6 avr.) – « Bernard Cazeneuve a été ministre, et même le premier, chacun se souvenant de son maintien et de son éloquence, placés sous le signe d'une sobriété de bon aloi » –, il est célébré le même jour par *Les Échos*, qui saluent « une référence et une figure morale ». Jusqu'à l'extase – celle par exemple de l'ex-directeur de la rédaction du *Point* (et de celle du *Figaro* auparavant), Sébastien Le Fol, éditorialisant désormais dans *Le Télégramme* (8 avr.) : *Il y a quelques raisons de ne pas désespérer de la politique française. Non, elle n'est pas condamnée à la médiocrité ou à l'outrance. La preuve avec l'audience croissante, à gauche, de Bernard Cazeneuve, et à droite, de David Lisnard.*

Il y a, en revanche, moult raisons de désespérer des journalistes politiques, dont les partis pris à sens unique – s'affranchissant de toute vérification empirique (de quelle « audience croissante » parle-t-on en dehors de l'audience... médiatique ?) – fusent en continu :

L'ancien Premier ministre et le maire de Cannes [...] relèvent le niveau général. Tous les deux font preuve de pondération dans leur expression. Ils s'opposent à leurs adversaires sans les injurier. Ils critiquent la politique de Macron avec des arguments rationnels. L'un et l'autre témoignent d'une hauteur de vue, qui donne de l'air à notre pays asphyxié. Cazeneuve et Lisnard partagent un autre point commun, qui explique leur attitude nuancée : ce sont deux hommes de culture. Remarquez, Jean-Luc Mélenchon a beau être lettré, il ne fait guère preuve de modération.

Mais encore ?

Cazeneuve vient de publier un livre d'admiration envers l'écrivain François Mauriac dans lequel il se dévoile. Goût de la liberté, déracinement, esprit critique, méfiance à l'égard de toute forme de meute... Il signe là un vade-mecum précieux pour tous ceux, qui, à gauche, aspirent à ce qu'elle se reconstruise dans la crédibilité.

N'en jetez plus !

« LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE A BIEN BESOIN D'UNE GAUCHE DE GOUVERNEMENT »

À la télévision également, Bernard Cazeneuve est reçu en majesté. En particulier chez « C à vous »

(France 5, 5 avr.), où il dispose, seul invité en plateau, d'un temps de parole exceptionnellement long, sans interruption et, surtout, sans la moindre contradiction tant les journalistes se délectent, avec force sourires et hochements de tête, de ses tirades contre « la violence » de La France insoumise – que Bernard Cazeneuve « condamne », évidemment, avant même que quiconque le lui ait demandé. Il faut les comprendre : d'un ton pompeusement cérémoniel, l'ancien ministre aligne les mots-clés journalistiquement approuvés, déclamant ses appels à une « gauche raisonnable » tout en multipliant les prises de position « anti-Nupes » les plus outrancières³. Pour qui se rappelle la tonalité de la campagne médiatique contre la Nupes au moment des élections législatives⁴, un tel positionnement s'avère en effet l'un des meilleurs atouts pour être accepté du paysage audiovisuel actuel – sinon encensé par ses tenanciers.

Bernard Cazeneuve « incarne un espoir pour la gauche modérée de gouvernement » explique d'ailleurs *Le Point* (2 févr.). « La démocratie française [...] a bien besoin d'une gauche [...] de gouvernement » précise Étienne Gernelle dans le même numéro. Partout, les élans va-t-en-guerre de l'ancien ministre contre la Nupes en général (et La France insoumise en particulier) font le miel des éditorialistes et autres intervieweurs. « Cazeneuve, l'anti-Nupes » résumait *Les Échos* (6 avr.). La gauche « anti-Nupes » titrent aussi *Le Parisien* (30 mars), *Le Monde* (3 févr.), *Le Point* (11 mars), tandis que dans « C à vous », Patrick Cohen semble se réjouir d'un « manifeste » pour « une gauche qui ne soit pas la gauche des Insoumis et de Jean-Luc Mélenchon ». « La gauche digne » paraphrase encore *Franc-Tireur* (19 avr.), qui explicite :

“ Bernard Cazeneuve a été ministre, et même le premier, chacun se souvenant de son maintien et de son éloquence, placés sous le signe d'une sobriété de bon aloi. ” *Le Figaro*

³. Il ira par exemple jusqu'à comparer la rhétorique de certains députés insoumis « au type de propos que l'on entendait chez les militants d'extrême droite dans les années 1930, ce type de propos qu'on tenait sur Blum. »

⁴. Lire *Le Médiacritiques* n°43, juil.-sept. 2022.



“Un réveil et un espoir.”
Franc-Tireur

L'ancien Premier ministre défend un projet alternatif au gouvernement d'Emmanuel Macron, crédible, qui ne soit pas vassalisé par La France insoumise. En attendant la prochaine présidentielle, son mouvement voit se rallier à lui les orphelins de la social-démocratie. Un réveil et un espoir.

« Un réveil et un espoir », en l'occurrence, pour l'inénarrable Caroline Fourest, qui égrène des « questions » toutes plus éloquentes les unes que les autres :

– Et la Nupes ? Vous qui avez traversé la crise des attentats, comment regardez-vous l'évolution des positions de Jean-Luc Mélenchon, passé du camp républicain et laïque au fait de faire entrer au Parlement des proches des Indigènes de la République, qui considèrent la laïcité comme étant « islamophobe » ?
– L'élection en Ariège, qui a vu une candidate socialiste battre une candidate LFI indigéniste et anti-passe sanitaire, montre qu'il existe toujours un appétit pour cette autre gauche que vous appelez de vos vœux...

– Votre conviction, c'est qu'une autre alliance de gauche est possible, si l'on ressuscite le pôle républicain et laïque, le pôle des valeurs...
– Êtes-vous prêt à être cette incarnation ? Jusqu'au bout ?

Voilà donc l'éditocratie rassemblée derrière la figure « raisonnable » du moment, auto-investie du pouvoir de définir la « bonne » gauche. Déjà, la veille (18 avr.), BFM-TV confiait à Raphaël Enthoven le soin d'assurer le service avant-vente du numéro de *Franc-Tireur*, exercice auquel s'adonna ce militant de l'extrême centre avec toute la finesse qui le caractérise :

– Raphaël Enthoven : Bernard Cazeneuve est de gauche, il est pas fou, il est pas séditieux, il est pas démagogue, il est pas obsédé par l'islamophobie, il est pas partisan d'une collectivisation de l'économie. Il est de gauche pourtant, il n'y a pas de doute. Mais il dit pas de bêtises. Il est pondéré, il est raisonnable.

“Un espoir pour la gauche modérée de gouvernement.”

Le Point

– Aurélie Casse : À l'inverse de ? Vous l'opposez à qui ?
– Raphaël Enthoven : À qui ? À part Jean-Luc Mélenchon vous voulez dire ?

– Aurélie Casse : Mettre « La gauche digne », en mettant le visage de Bernard Cazeneuve, ça sous-entend quoi ? Que gauche [inaudible] est indigne ?

– Raphaël Enthoven : Oui, absolument, oui, qu'il y a une gauche indigne. Qu'il y a une gauche indigne, qu'il y a une gauche aujourd'hui qui joue un jeu politique absolument délétère. Il y a une gauche aujourd'hui qui fabrique des bataillons d'électeurs du Rassemblement national, en pratiquant l'outrance et en hurlant à l'autoritarisme à chaque emploi du 49.3. Il y a une gauche séditieuse, qui conteste le Conseil constitutionnel [...]. Il y a une gauche complètement allumée qui sous-représente le peuple et qui se conduit mal. Oui, effectivement. Et il y a, à côté de ça, des gens comme Bernard Cazeneuve [...].

Jusqu'à la lie : « L'enjeu si vous voulez, pour nous, c'est quoi ? C'est de se dire que la gauche n'est pas morte. [...] Et je dois dire que Bernard Cazeneuve est assez convaincant dans la façon dont il nous répond. »

En miroir de la façon dont les médias dominants ont honni la constitution de la Nupes, le portrait obséquieux qu'ils réalisent de Bernard Cazeneuve offre un contraste pour le moins saisissant. Rien de surprenant, toutefois, tant on connaît l'appétence des chefferies médiatiques à peser de tout leur poids sur le champ politique : déterminées à trier le bon grain « réformateur » de l'ivraie « extrémiste », ces dernières n'ont de cesse de prôner une gauche modérée-républicaine-laïque-moderne-respectable, pour mieux excommunier celles et ceux qui s'écartent du prêt-à-penser médiatique⁵.

Dans ce petit jeu, Bernard Cazeneuve est l'une des figures par excellence, contribuant, à l'unisson avec les professionnels du commentaire, à définir les frontières de la « gauche respectable » dans le débat public. Il y a tout juste deux ans, la même partition journalistique accompagnait le « retour » de Manuel Valls, qui endossait alors un rôle symbolique identique contre la gauche dite « antirépublicaine »⁶. Rôle qu'incarnèrent après lui d'autres « éléphants » du PS (Jean-Christophe Cambadélis, Stéphane Le Foll, François Hollande, Gérard Collomb, etc.), à leur tour médiatisés de manière disproportionnée en mai 2022, pendant la campagne des élections législatives.

Et si, au lieu de décréter ce que doit être la gauche, les médias se contentaient de documenter ce qu'elle est... et ce qu'elle n'est plus ? Friends de

5. Lire *Les médias contre la gauche*, Pauline Perrenot, Acrimed/Agone, 2023.

6. Lire « Manuel Valls, mon amour », *Médiacritiques* n°39, juil.-sept. 2021, p. 3.

résultats électoraux et férus de sondages, les journalistes politiques disposent désormais de nombreux indicateurs en la matière... Le 12 avril par exemple, on pouvait ainsi lire dans *Paris Match*:

L'ancien Premier ministre [Bernard Cazeneuve] recueille 37 % de bonnes opinions dans notre baromètre Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio.

[...] En revanche, ses critiques impitoyables contre l'alliance de la Nupes le placent au-dessous de sa moyenne chez les sympathisants de gauche (35 %), que ce soient ceux de LFI (32 %) ou du PS (51 %), où il peine à être majoritaire. Symboliquement, il enregistre son meilleur score chez Renaissance avec 61 % de bonnes opinions. Et est bien placé dans les électorats d'Emmanuel Macron et Valérie Pécresse.

**“Il est pondéré,
il est
raisonnable.”**
Raphaël Enthoven

CQFD? De quoi aiguiller, à tout le moins, les questionnements d'Emmanuel Lechypre, qui (se) demandait « *ce qui le différencie de la gauche social-libérale [sic] qu'incarne à sa manière Emmanuel Macron* » (BFM-TV, 18 avr.), ou encore ceux de Julien Bellver, qui réagissait face à Bernard Cazeneuve dans « *Quotidien* » : « *Tout ce que vous dites ressemble au discours des macronistes, est-ce que vous pourriez faire partie de ce camp?* » (8 févr.) ■

Les éditocrates déchaînés contre Jean-Luc Mélenchon

«A gauche, le problème Mélenchon» (*Le Monde*, 3 mai): quand ils ne sont pas occupés à chérir un Bernard Cazeneuve, héraut de la «gauche de gouvernement», ou à faire la chronique d'une mort annoncée (de longue date) de la Nupes, les éditocrates n'aiment rien tant que... taper sur Jean-Luc Mélenchon. Phénomène certes loin d'être nouveau, mais néanmoins particulièrement vif ces dernières semaines.

Les orientations politiques et les pratiques de Jean-Luc Mélenchon devraient-elles être exemptes de toute critique? Non. Mais est-ce à cet exercice que se prêtent les éditocrates... ou à un concert d'opprobre? «Populiste» pour Dominique Reynié («C dans l'air», 14 avr.), «plombé par son passé trotskiste» pour Thomas Legrand (*Libération*, 15 mars), Jean-Luc Mélenchon est un «tribun insoumis [...] emporté par sa rage contre l'institution et ceux qui la dirigent» pour le rédacteur en chef de l'*Est*

Républicain, Sébastien Georges (3 mai). «Rage»? BHL plussoie en dénonçant la «bave aux lèvres de Mélenchon» (Twitter, 28 avr.). «Il est temps de traiter Jean-Luc Mélenchon pour ce qu'il devient, écrit encore le rédacteur en chef de *l'Opinion*, Rémi Godeau (2 mai): un goutou en perdition dévoré par sa prose bolivarienne, un marchand de chaos à une clique de petits révolutionnaires, le meilleur agent d'un Rassemblement national, par contraste raisonnable.» On s'étonne moins, en revanche, de lire Gaëtan de Capèle, directeur adjoint de la rédaction du *Figaro*, s'en prendre au «mélénchonisme [...] qui a entraîné toute la gauche française dans un délire révolutionnaire» (26 mars) – et l'éditocratie dans un «délire» tout court? Ni de lire *Causeur* le qualifier d'«imprécateur compulsif», «jamais avare de démagogie», moquer «l'esprit chagrin, l'esprit étroit de notre Robespierre de tribune»

et se lamenter: «C'est plus fort que lui, il faut qu'il la ramène. À tout propos. Et surtout hors de propos. Se taire est manifestement au-dessus de ses forces» (8 mai). «L'encombrant monsieur Mélenchon» titre *Le Parisien* (5 mai), singeant *Libération* et sa Une sur «L'écrasant monsieur Mélenchon» – et ces mots de la directrice adjointe de la rédaction de *Libé*, Alexandra Schwartzbrod: «Trop perso, sectaire et parano, voilà les grands défauts de Jean-Luc Mélenchon» (23 févr.). Et dire qu'il s'en trouve certains¹ pour voir en Jean-Luc Mélenchon le «chouchou des médias»!

29 avril, France 2. L'animatrice de «Quelle époque!», Léa Salamé, demande à Jean-Michel Apathie la question qu'il aimerait poser à Jean-Luc Mélenchon. Réponse: «Oh! Euh pffffff... Quand est-ce que tu pars Jean-Luc?» On pourrait retourner la question. ■

1. Lire «Les médias «trop de gauche»? Quand les éditocrates prennent leurs cauchemars pour des réalités», *Acrimed*, 15 mars 2023.



« LE PEN GRANDE GAGNANTE » UN MATRAQUAGE MÉDIATICO-SONDAGIER

Quelques semaines après le début du mouvement social contre la réforme des retraites, les chefferies éditoriales ont renoué avec la pratique du journalisme de pronostics: le RN serait d'ores et déjà «le grand gagnant de la crise».

« **S**ouvenez-vous quand le social était un sujet de gauche. C'est désormais Marine Le Pen qui est en pointe sur la question. » Ce court chef-d'œuvre de «réalité alternative», manière dont les commentateurs nomment aujourd'hui le mensonge, n'est pas extrait d'un tract du Rassemblement national ni d'un entrefilet de *Valeurs actuelles*, pas plus que d'un obscur blog internet. Il s'agit du «brief politique» de Jean-Rémi Baudot, journaliste au service politique de France Info, déclamé à l'antenne le 17 avril. Un professionnel en plein exercice de mystification, certes, mais loin d'être isolé...

Commençons par souligner que si le RN n'a joué strictement aucun rôle dans la construction,

l'organisation et encore moins dans l'animation du mouvement social, et a investi relativement peu de forces dans le travail parlementaire, il est loin d'être passé sous les radars médiatiques. «Retraites: le RN peine à se faire entendre?» interrogeait un bandeau de Franceinfo, le 24 janvier. Des chefferies éditoriales... pas vraiment.

FRONTISTES «ABSENTS», MÉDIAS GROSSISSANTS

Du 17 janvier au 7 mai, soit 16 semaines, nous avons décompté les interventions audiovisuelles de sept cadres du parti: Marine Le Pen, Jordan Bardella, Sébastien Chenu, Laurent Jacobelli, Jean-Philippe Tanguy, Laure Lavalette et Thomas Ménagé. Bilan des courses? Au moins 274 sollicitations, soit en moyenne 2,5 fois par jour. Si les chaînes d'information en continu font comme de coutume office de tremplin, radios et télévisions généralistes n'ont pas à rougir de leur palmarès. Au total, on ne dénombre pas moins de 87 passages dans les matinales audiovisuelles, soit plus d'une apparition tous les deux jours en moyenne, dont huit fois sur France Inter. «*La matinale d'Inter de 2022 n'est pas celle de 2019 [...]. La considération réciproque a changé*» confiait à *L'Obs*



EN 2027, PENSEZ-VOUS QUE MARINE LE PEN
L'EMPORTERAIT AU 2E TOUR FACE À ERIC
ZEMMOUR ?



Jordan Bardella. On avait remarqué... D'autres émissions parmi les plus prescriptrices du paysage sont également au rendez-vous. Ainsi, par exemple, des «Grandes Gueules» sur RMC (2), de «Votre instant politique» sur France Info (10), de «L'événement» sur France 2 (2), mais également des grandes interviews politiques dominicales: «Dimanche en politique» sur France 3 (2); «Le grand jury», diffusée sur LCI et RTL en partenariat avec *Le Figaro* (2); «Questions politiques», diffusée sur France Inter et France Info en partenariat avec *Le Monde* (2); «Le grand rendez-vous» diffusé simultanément sur CNews et Europe 1 (1) et enfin «BFM politique» (1). Une médiatisation loin d'être rachitique, donc, nous laissant plus que circonspects face à la première question qu'adressait la journa-

liste Lucie Chaumette à Thomas Ménagé: «*C'est la fin de la stratégie du silence, [Marine Le Pen] revient sur le devant de la scène?*» (France Info, 3 mai) S'agissant de la scène médiatique, il nous avait échappé que le RN l'eût un jour désertée. Déjà, le 21 février, *Le Point* diagnostiquait une «*médiatisation plutôt discrète*», tandis que dans les colonnes de *L'Express* (2 févr.), on s'occupait de fixer l'objectif des lepénistes: «*trouver le moyen de percer le plafond de verre médiatique.*» Comme s'il existait encore... Du reste, avec une éditocratie si bien disposée à l'égard du parti d'extrême droite, ce dernier n'aura pas eu à beaucoup chercher comment «percer».

Et ce d'autant que notre décompte n'offre qu'une (petite) fenêtre sur la surface médiatique occupée par le RN. D'une part, parce que le comptage est largement sous-estimé, ne prenant ni en compte la médiatisation d'autres figures du parti, ni les interviews ou articles dont ils ont pu bénéficier dans la presse écrite, locale et nationale. D'autre part, parce que le phénomène que nous décrivons notamment lors de la dernière campagne présidentielle a joué à plein: même absente, l'extrême droite est omniprésente. Dans la totalité des médias (ou presque), il fut en effet très tôt admis et décrété que Marine Le Pen était «la grande gagnante» de la séquence politique et sociale. Que cette séquence ne soit pas terminée à l'heure où nous écrivons ces lignes importe peu aux professionnels du commentaire, aussi pressés d'y mettre un terme que d'en tirer un (seul) bilan politique.

UN JOURNALISME DE PRONOSTICS

Ainsi, seulement deux semaines après la première grande journée de grève à l'appel de l'intersyndicale – et au lendemain de la deuxième –, *L'Express* joue, en Une, l'introduction d'une petite

musique que les médias dominants reprendront ensuite de concert: «Colère sociale, retraites. Pourquoi Macron doit se méfier de Le Pen» (2 févr.)¹. Ce jour-là – pas plus qu'aucun autre au cours des quatre mois suivants –, ce ne sont pas les manifestants ayant défilé en masse partout en France qui ont l'honneur de la couverture de l'hebdomadaire, mais Marine Le Pen.

“Souvenez-vous
quand le social était
un sujet de gauche.
C'est désormais Marine
Le Pen qui est en
pointe sur la question.”

Jean-Rémi Baudot

1. Il en était allé de même dès le lendemain de l'élection présidentielle de 2017. Lire «Le "duel Macron-Le Pen": une construction sondagière» dans *Les médias contre la gauche*, Acrimed/Agone, 2023, p. 66.

“Pour 2027, la fille de Jean-Marie Le Pen fait désormais la course en tête.” *L'Express*

les réponses possibles à une question elle-même bien vite posée... Et de fait, la gauche syndicale et politique est exclue du champ de vision des journalistes, qui n'ont d'yeux que pour les deux finalistes de l'élection présidentielle passée: «*La cheffe de file du RN compte capitaliser sur l'opposition populaire à la réforme, annoncent-ils tel un scoop. Entre inquiétude et devoir de responsabilité, la Macronie est aux aguets.*» Caisse de résonance du pouvoir, *L'Express* propose en prime une lecture aussi attendue qu'artificielle de la situation politique du moment, qualifiée de «face-à-face entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen»: «*Pour 2027, la fille de Jean-Marie Le Pen fait désormais la course en tête, Emmanuel Macron n'étant pas en mesure de briguer un troisième quinquennat consécutif. Personne d'autre qu'elle ne peut aujourd'hui être assuré d'une qualification au second tour.*» La messe est (déjà et de nouveau) dite...

Vraisemblablement éblouie par tant de déontologie et de finesse d'analyse, la rédaction de «C ce soir» (France 5) choisit de titrer son émission du lendemain comme *L'Express* – «À qui profite la colère sociale?» (3 févr.) – et d'y convoquer la co-autrice du dossier, Camille Vigogne Le Coat, travaillant par ailleurs pour France 5. L'occasion pour cette dernière de réitérer à quel point Marine Le Pen se veut être «la seule [...] et la première opposante à Emmanuel Macron» – «et on peut difficilement [le] lui contester» ajoute-t-elle –, et, pour le service public, de mettre à son tour le RN en scène... et en selle. Karim Rissouli, en introduction:

C'est l'une des grandes questions politiques du moment: et si la colère sociale ne profitait pas à la gauche qui défile massivement dans la rue mais à Marine Le Pen [...] ? Cette réforme des retraites va-t-elle faire basculer à l'extrême droite des classes moyennes déjà touchées de plein fouet par l'inflation? [...] Assistons-nous à un «hold-up social» de la part du RN comme le dénoncent cer-

tains à gauche? Cette réforme est-elle un tournant pour ce parti qui n'a jamais réussi jusqu'ici dans son histoire à tirer profit des mouvements sociaux?

«Et si»: deux mots qui synthétisent la nature d'un «débat» en forme de bulle spéculative, encadré par des questions auxquelles aucun intervenant sérieux ne pourrait prétendre avoir la réponse, mais dont aucun invité en plateau ne remettra pour autant en cause le bien-fondé. Car on l'aura compris, l'heure n'est pas à l'information, mais au pronostic. Dès lors, l'ineptie du cadrage initial importe peu: le RN, doublement représenté ce jour-là dans l'émission, n'en fait pas moins l'agenda.

«LA GRANDE GAGNANTE»... MÉDIATIQUE

Tout au long des mois de février et mars, en effet, un même message est dans toutes les bouches, que résume Arthur de Watrigant, journaliste à *L'Incorrect* (mensuel d'extrême droite) sur CNews, le 19 février: [Le RN] montre que c'est un parti d'opposition qui est sérieux, crédible, qui n'est pas hystérique comme une partie de la Nupes, et qui stratégiquement, est intéressant. [...] Du côté de la Nupes, à part foutre le bordel dans l'Assemblée – et en même temps, on ne va pas demander à des révolutionnaires d'extrême gauche d'être démocrates [...] –, on a vu comment il se sont positionnés. Donc celle qui tire les marrons du feu, c'est Marine Le Pen, parce que son opposition était audible.

Diabolisation de la gauche; normalisation de l'extrême droite: deux faces d'un même discours qui, loin d'être cantonné à la télé-comptoir de Vincent Bolloré, est rabâché par l'intégralité des professionnels du commentaire plus ou moins à la remorque – et vice versa – de nombre de responsables politiques. Unanime quoique pétri de biais et particulièrement dé(sin)formant, leur récit calibré de «la gauche irresponsable»² avait préalablement (re)couvert toute la période d'étude du texte en commission des affaires sociales puis à l'Assemblée nationale (30 janvier – 17 février). Le reste ne fut donc qu'une suite logique.

«*Quel parti politique pourrait être le bénéficiaire de cette séquence?*» s'interroge Olivier Truchot sur BFM-TV (9 févr.) avant de céder la parole à Alain Duhamel: «*Je pense que c'est le Rassemblement natio-*

“C'est l'une des grandes questions politiques du moment: et si la colère sociale ne profitait pas à la gauche qui défile massivement dans la rue mais à Marine Le Pen?”

Karim Rissouli

2. Lire «Ce que les médias font au débat parlementaire», *Médiacritiques* n°46, avr.-juin 2023, p. 39.

nal, dont les positions sur les retraites sont aussi absurdes que les autres mais qui ont l'intelligence de se comporter en opposants parlementaires jouant le jeu. Je crois que ce sera beaucoup mieux reçu que les outrances et véhémences des Insoumis», plus tôt qualifiés de «braillards».

Dans *L'Opinion* (18 févr.), après avoir affublé Jean-Luc Mélenchon du sobriquet de «Grand Vociférateur», Nicolas Beytout acquiesce: «Dans ce champ de bataille tourneboulé, seul émerge le Rassemblement national, uni derrière Marine Le Pen. Son bloc est solide [...]» Le titre de l'édito? «Et à la fin, c'est Marine Le Pen qui gagne». Si *Le Point* fait mine de mettre un point d'interrogation – «Réforme des retraites: le RN, grand gagnant des débats?» (21 févr.) –, c'est pour mieux l'abandonner dans «l'analyse» d'un sondage: «Le groupe parlementaire de Marine Le Pen est celui dont les Français ont eu la meilleure opinion. [...] Face au tumulte des Insoumis, la stratégie du calme semble avoir payé.» Même diagnostic dans *L'Obs* deux jours plus tard, sous la plume de la directrice de la rédaction, Cécile Prieur, qui n'hésite pas à prophétiser un «parfum de victoire» pour le RN, aussi «inquiétant» soit-il: «Le voici maintenant servi par la bataille sur les retraites, et singulièrement par la gauche, qui a perdu beaucoup de plumes dans les débats parlementaires». Et

Diabolisation de la gauche, normalisation de l'extrême droite: deux faces d'un même discours.

«*The Times*» fait [de Marine Le Pen] la favorite pour 2027. [...] L'extrême droite déjà qualifiée au second tour dans quatre ans? «Électoralement, son plafond est devenu son plancher», note le sondeur de l'*Ifop* Jérôme Fourquet. Sur France Inter (16 mars), Yaël Goosz affirme «laisse[r] les boules de cristal à Hergé»... mais s'adonne lui aussi à un exercice de politique-fiction: «Tous les ingrédients sociologiques sont réunis, soit pour un repli des Français dans l'abstention, soit pour un vote Le Pen / RN en forte hausse. 89 députés en juin dernier. Saviez-vous qu'avec seulement 105 000 voix de plus, le RN aurait raflé 161 sièges, et tutoyé la première place à l'Assemblée?» Et d'en remettre une couche cinq jours plus tard en parlant d'un «tour de force» de Marine Le Pen: «L'Élysée, oui, Matignon, c'est non. Le pouvoir ne lui fait pas peur: l'alternance, elle l'attend, je cite, “avec impa-

de pointer de nouveau «l'obstruction systématique, les invectives et les incidents de séance» de la gauche pour mieux réitérer son verdict: «[Le RN] engrange tranquillement des points par simple contraste avec la Nupes.» Le reste du service politique est au diapason: «Même le quotidien britannique

“Et à la fin, c'est Marine Le Pen qui gagne.”
Nicolas Beytout

France Info et BFM-TV: le journalisme pour les nuls

Puisque bavardage et mystifications se substituent totalement à l'information, la règle déontologique numéro 1 semble la même sur France Info ou BFM-TV: raconter des histoires... et surtout n'importe quoi. «Les Informés» (France Info, 12 avr.):

– Stéphane Vernay (directeur de la rédaction parisienne de *Ouest-France*):
Pour tout ce qui concerne la bordérisation du pays [...], [les gens] la mettent sur le dos de La France insoumise et ils la raccrochent à la stratégie de la gauche par rapport à ce qui se passe sur le terrain. [...] Ils

veulent plus voter pour Macron parce qu'ils lui en veulent à mort, ils en veulent aussi à La France insoumise: hop, ils se touchent plutôt vers le troisième bloc, qui reste debout dans ce paysage politique qui est complètement ratatiné.

«Hop»: c'est simple! Aussi simple que faire du «journalisme» sur BFM-TV (5 avr.):

– Pascal Perrineau (politologue):
Électoralement, la gauche n'a aucune capacité à récupérer la manne électorale de cette mobilisation. En effet, Jean-Luc Mélenchon est en chute extrêmement importante.

– Yves Calvi: Extrêmement importante?

– Pascal Perrineau: Extrêmement importante. 7 points je crois.

– Bernard Sananès (sondologue): Non, un peu moins.

– Pascal Perrineau: Un peu moins?

– Bernard Sananès: 3 points.

– Pascal Perrineau: Voilà.

– Bernard Sananès: Mais il recule dans tous les baromètres politiques.

– Pascal Perrineau: Il recule dans tous les baromètres. Et le score que ferait la Nupes à une élection législative ne bouge pas, voilà. Il n'y a pas de dynamique électorale qui s'articule

sur la dynamique de ce mouvement social.

De «Hop!», on passe à «Voilà»... et le tour est joué pour Pascal Perrineau, non sans s'être fait préalablement recadrer par Bernard Sananès... C'est dire le niveau! ■

LA QUESTION SOCIALE, C'EST LE PEN.
L'ANTISÉMITISME, C'EST LA GAUCHE.
LES EXTRÊMES, C'EST LA NUPES.



tience".» (21 mars) Et les journalistes la préparent... avec constance.

Ce n'était là qu'une mise en bouche... À ce stade, les médias dominants assoient leurs spéculations sur quelques baromètres – dont l'inanité n'est plus à démontrer – attachés à mesurer «l'image» ou la «popularité» des représentants politiques notamment (BVA pour RTL le 15 février, Cluster 17 pour *Le Point* le 21 février, pour n'en citer que deux), mais surtout sur le qu'en-dira-t-on médiatique et les chuchotements en vogue dans les «allées du pouvoir», selon une formule de *L'Obs*. Nombre d'élus de gauche entonnent d'ailleurs

«Le RN engrange tranquillement des points par simple contraste avec la Nupes.» *L'Obs*

le refrain, alimentant à leur tour les «indiscrétions» des journalistes politiques. La méthode est simple: l'un dit que Marine Le Pen profite de la crise, le deuxième réagit à ce que dit le premier, le troisième le répète puisque les deux autres l'ont évoqué et en définitive, tout le monde en parle sans que personne ne soit jamais en mesure de définir ce dont on parle, ni d'étayer quoi que ce soit. La circulation circulaire du bavardage fait le reste: une «évidence» est née dans le débat public.

CRISE SONDOMANIAQUE DU JOURNALISME POLITIQUE

C'est véritablement à partir de la fin mars que survient l'emballement, lorsque plusieurs rédactions, à tour de rôle, se ruent vers les instituts pour leur commander des sondages d'intentions de vote rejoignant les précédentes (ou prophétisant les futures) élections présidentielle et législatives: *Le Journal du dimanche* et Sud Radio avec l'Ifop (25 mars), *Le Figaro Magazine* et Sud Radio avec l'Ifop (5 avr.), BFM-TV

La circulation circulaire du bavardage fait le reste: une «évidence» est née dans le débat public.

avec Elabe (5 avr.) ou encore «Quotidien» (TMC) avec Odoxa (6 avr.); sans compter d'autres baromètres entreprenant de mesurer «l'image de Marine Le Pen auprès des Français» (*Paris Match* avec l'Ifop, 5 avr.) ou «le regard des Français sur la percée du RN» dans la séquence (*Le Point* avec Cluster 17, 7 avr.). «Percée» non plus seulement évoquée comme une «possibilité» mais admise comme un fait établi, au point qu'un échantillon de population soit invité à dire ce qu'il en pense... Et même plus si affinité si l'on s'en tient à la première question adressée aux sondés par Cluster 17: «Selon vous, Marine Le Pen a-t-elle une chance de gagner l'élection présidentielle de 2027?» Et tant qu'à donner dans la prospective, autant aller jusqu'au bout: «Si Marine Le Pen accédait à nouveau au 2nd tour de l'élection présidentielle, êtes-vous favorable ou défavorable à la mise en place d'un «front républicain» [...]?» De quoi faire les gros titres de l'institut: «64% des Français voient Marine Le Pen gagner en 2027»; «Fin du «front républicain»: Marine Le Pen ne fait plus peur». Vous avez dit «misère» ?

Chaque livraison sondagière fait l'objet d'un battage médiatique sur-mesure, ancrant dans l'agenda la prédominance politique du RN.

BFM-TV: le matraquage en continu

À l'antenne de Patrick Drahi le 5 avril, toutes les émissions, de 16h à 23h, ont promu le sondage Elabe donnant Marine Le Pen gagnante au second tour de l'élection présidentielle face à Emmanuel Macron. Et le gratin des commentateurs a donné de la voix. Tout en pluralisme... bien entendu. «Aujourd'hui, la peur de Mélenchon est plus grande que la peur de Le Pen», assène Christophe Barbier. «Il n'y a pas de gauche. Il n'y a pas de gauche démocratique. [...] Mélenchon, ça le fait plus!»,

proclame de son côté Franz-Olivier Giesbert, en écho aux propos de la directrice de *Marianne*, Natacha Polony: «*Le bruit et la fureur*» théorisé par Jean-Luc Mélenchon, [les gens] n'en veulent pas. Ils ne veulent pas d'un pays à feu et à sang, ça les inquiète! [...] Ils vont aller vers ceux qui leur paraîtront à la fois les plus opposés au système et les plus raisonnables.» «Autrefois, le RN [...] faisait peur, confirmera le sondeur Stéphane Zumsteeg. C'était un parti très clairement d'extrême droite dont

on avait peur et dont on ne voulait pas qu'il accède au pouvoir. Aujourd'hui, il fait moins peur» (BFM-TV, 22 avr.) Et dans le registre de la «politique-fiction», mention spéciale à Christophe Barbier, de toute évidence dans les starting blocks (5 avr.): *Marine Le Pen pourra-t-elle pactiser avec des alliés? Qui sera le candidat de droite qui aura fait 12%, 15% et qui dira: «je soutiens Marine Le Pen»? Face à qui? Édouard Philippe? Bruno Le Maire? Quelqu'un d'autre? Donc ces scénarios-là seront très importants à*

l'instant T, à l'année A, en 2027. [...] Elle a travaillé, elle a progressé en image, on voit bien qu'entre 2017 et 2022, son débat d'entre-deux-tours à la télévision a changé complètement de niveau mais est-ce qu'elle est capable d'aller à un G7? de négocier avec Joe Biden? de nous réconcilier ou de traiter avec Vladimir Poutine? Quelle serait la cheffe d'État Marine Le Pen? [...] Avec qui gouverner? Comment on met, là, nous, 30 ou 35 noms sur une feuille pour faire un gouvernement Le Pen? «Nous?»



Réforme des retraites : Le grand gagnant, c'est le RN, selon une étude

PRÉSIDENTIELLE 2027: LE PEN GRANDE FAVORITE AU 1ER TOUR, PHILIPPE FERAIT MIEUX QUE LE MAIRE OU DARMANIN

LE FAIT DU JOUR POLITIQUE

Retraites : Le Pen grande gagnante de la réforme

RN : une stratégie de notabilisation plus payante que la posture carnavalesque de LFI

Tout bien!

Peu impliqué, le RN "grand gagnant" de la séquence des retraites, selon une étude

SONDAGE. Le RN profite du rejet de la réforme des retraites

Marine Le Pen « désormais favorite pour être présidente », selon « The Times »

Le RN, vainqueur d'étape de la crise des retraites

Rassemblement national : face à la montée de l'idée d'une victoire en 2027, le parti a le triomphalisme inquiet

Le RN, vainqueur silencieux de la bataille sur les retraites

Pourquoi le RN est le grand gagnant de la bataille des retraites

Les infos de 6h - Rassemblement national : la stratégie gagnante de Marine Le Pen

« Pourquoi le Rassemblement national est le grand gagnant de la séquence « retraites »

LE PEN BATTRAIT MACRON AVEC 55% DES VOIX SI LE SECOND TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE AVAIT LIEU AUJOURD'HUI

Le RN grand gagnant de la crise ?

Le Rassemblement national va-t-il être le grand vainqueur de la crise politique?

PRÉSIDENTIELLE ET SI ON (RÉ)FAISAIT LE MATCH ?

Le sondage de l'Ifop pour le JDD, réalisé en collaboration avec les équipes de la chaîne L'Info, George et Marine Le Pen et en partenariat avec le quotidien britannique, sondage réalisé en novembre 2022.

Le Rassemblement national, grand gagnant de la réforme des retraites

Le Rassemblement national est le « grand gagnant » de la séquence des retraites, affirme une étude

La réforme des retraites divise, le RN parle peu et engrange

Le RN « grand gagnant » de la séquence des retraites, selon une étude

SONDAGE POPULARITÉ POLITIQUE

Si la présidentielle avait lieu demain, Le Pen serait en tête

Marine Le Pen : une route toute tracée vers la présidentielle de 2027 ?

Présidentielle : Marine Le Pen élue en 2027 ?

Évidemment, chaque livraison sondagière fait l'objet d'un battage médiatique sur-mesure, ancrant dans l'agenda la prédominance politique du RN (ce à quoi le public doit penser) et déchaînant les commentaires des prescripteurs d'opinion (ce que le public doit en penser). Parmi les innombrables malfaçons journalistiques qui caractérisent ces séquences de frénésie sondagière, citons seulement la propension des commentateurs à touiller dans une grande marmite des spéculations pré-électorales, des baromètres de popularité, des thermomètres d'« image », et des études d'opinion, soit un grand fourre-tout disparate, où,

“Le Rassemblement national profite du rejet de la réforme.” *Le JDD*

pour chacune des études, les mots que l'on propose aux sondés et les questions qu'on leur pose sont inévitablement compris et interprétés différemment... Sans parler de l'inanité des sondages s'appuyant sur un second tour « Macron-Le Pen » qui par définition n'aura pas lieu! Toutes ces critiques sont connues depuis des lustres, mais elles ne pèsent rien face à la machine de guerre médiatico-sondagière.

« Le Rassemblement national profite du rejet de la réforme » titre le JDD (25 mars) avant de donner la parole au patron de l'Ifop, Frédéric Dabi, qui commente sans plus de précaution les résultats fictifs d'une élection législative fictive:

«L'enseignement majeur, c'est que le RN est en tête, c'est inédit.» Non pas «en tête», puisque le RN est crédité du même score que la Nupes (26%), mais qu'importe: le sondeur est promu partout, de l'antenne d'Europe 1 (26 mars) – «[Le sondage] constitue un véritable tournant puisque pour la première fois dans une enquête de climat législatif national, le RN arrive en tête. [...] Très clairement, le RN capitalise sur la réforme des retraites.»

– jusque dans les colonnes de *La Provence* (26 mars): «Le Rassemblement national profite de la crise politique et sociale car il est dans une logique de distinction par rapport à La France insoumise qui n'a fait que "bordéliser", "zadiser", analyse Frédéric

“Marine Le Pen se lèche les babines. Depuis mi-janvier, la double crise, sociale et politique, [...] lui profite.” *Libération*

Dabi.» Et *La Provence* de confirmer: «la seule personnalité politique qui [sort] renforcée de cette crise sociale et politique, [c'est] Marine Le Pen [...]. Si l'on en croit donc le sondage de l'Ifop [...], la stratégie attentiste de Marine Le Pen paraît donc, pour l'instant, être la bonne.» Quant à la stratégie journalistique qui consiste à ignorer sciemment la moitié des résultats du sondage qui ne cadre pas avec ses *a priori* et son récit déjà ficelé, elle ne semble pas très déontologique...

Ainsi les chiens de garde prétendent lire dans les entrailles des études d'opinion non seulement que Marine Le Pen est plébiscitée par «Les-Français», mais également que ces derniers ont sanctionné la stratégie menée par la gauche au Parlement et ratifié celle de l'extrême droite... Une manière, surtout, d'ajuster les résultats des sondages à leurs priorités éditoriales et de légitimer *a posteriori* l'intégralité des

L'audiovisuel en ébullition

Nul éditocrate ne semble vouloir se rappeler qu'il y a un an, dans la réalité des urnes et non dans les arrière-cuisines des sondeurs, La France insoumise talonnait le RN au premier tour de la présidentielle, ni que la Nupes remportait 60 sièges de plus que le RN aux législatives... L'éditocratie, animée par ses partis pris et abusée par les fictions sondagières qu'elle élabore, est amnésique. Amnésique... et mystificatrice: quand les commentateurs ne se divertissent pas en pilonnant la gauche, ils passent leur temps à peindre en rouge le programme du RN, les uns affirmant que Marine Le Pen «a su [...] garder une ligne extrêmement forte sur le social: elle était pour la retraite à 60 ans» (Raphaël Kahane, France Info, 7 avr.), les autres, que son programme comporte «un retour à la retraite à 60 ans» (Carine Bécard, France Inter, 2 avr.)! Le tout constituant, ni plus ni moins, qu'un (gros) mensonge par omission.

Mais peu importe: il en est ainsi sur toutes les ondes. «Les Grandes Gueules» sur RMC, «Les 4 Vérités» sur France 2, «Les Informés» sur France Info, «C ce soir» ou «C dans l'air» sur France 5, «Questions politiques» sur France Inter, sans oublier LCI, BFM-TV, CNews, RTL ou Europe 1... Dans la quasi-totalité des grandes interviews ou des émissions de «débat» que propose l'audiovisuel, les mêmes messages

ont circulé en boucle, et le journalisme politique n'a eu de cesse d'imposer le RN à l'agenda, de légitimer l'extrême droite, de communiquer sur sa communication et de construire Marine Le Pen comme la seule opposante «crédible» à Emmanuel Macron. Le 29 avril dans «Quelle époque!» (France 2), Jean-Michel Apathie persistait: «S'il y avait une élection présidentielle aujourd'hui, on voit bien que la gauche serait faible [...] parce que dominée par Mélenchon. [Lui], alors là pour le

coup, c'est plutôt un plafond en béton armé!» Après une heure et vingt-huit (très laborieuses) minutes de bavardage au sujet d'Emmanuel Macron, la cohorte d'éditorialistes en plateau était alors invitée à rendre son jugement sur «l'opposition politique»: 17 minutes pour l'extrême droite, 6 minutes pour la gauche, et une introduction de Léa Salamé qui résumait le tout par avance: «On va commencer évidemment avec Marine Le Pen.» «Évidemment». ■



verdicts dont ils avaient préalablement inondé le débat public: l'auto-validation. «Violences, défiance... Tout profite à Marine Le Pen» assène *Franc-Tireur* en Une (29 mars), produit d'appel d'un dossier vide de tout élément à l'appui de ce diagnostic, tandis que le 31 mars, deux quotidiens nationaux s'y mettent à leur tour. Dans *Le Figaro*, Guillaume Tabard est formel: «*Marine Le Pen et son parti sont les vainqueurs d'étape de cet "acte II de la crise des Gilets jaunes", comme le dit Jordan Bardella.*» Non content de reprendre à son compte la communication du président du RN, le rédacteur en chef

pousse le curseur de la banalisation à son maximum: *Il lui a suffi de laisser les autres forces d'opposition s'emparer des étiquettes que ses adversaires lui accrochaient. Parti non républicain? Chacun a vu que c'était à la Nupes et pas au RN qu'on traitait un ministre d'«assassin», qu'on accusait la police de «tuer», que l'on délégitimait les institutions. [...] Alors que son parti a longtemps été accusé de provoquer la radicalité de l'opinion, Jordan Bardella assure que «face à cette radicalité, notre rôle est d'apparaître en force de raison et d'équilibre». Ce qui ne sera possible qu'à condition de ne pas se contenter de condamner la «France de Macron», mais de pouvoir définir ce que serait la «France de Le Pen». Ce travail reste à faire.*

Guillaume Tabard voudrait-il proposer ses services?

Si le fond du commentaire diffère radicalement dans *Libération*, la focale reste la même: Marine Le Pen fait la Une du quotidien le 31 mars, barrée d'un gros titre tape-à-l'œil – «La profiteuse» – qui séduira jusqu'à la rédaction de BFM-TV. Principalement sur la base de sondages et de déclarations de responsables politiques, l'édito et l'article d'analyse disent la même chose qu'ailleurs: «*Marine Le Pen se lèche les babines, soutient l'éditorialiste. Depuis mi-janvier, la double crise, sociale et politique, dont le chef de l'État porte la responsabilité, lui profite.*» Quant au journaliste politique, il commente le dernier sondage de l'Ifop, à l'instar de ses confrères, avant d'affirmer à propos du scrutin des législatives partielles en Ariège: «*À côté des projections, les urnes ne démentent pas une certaine solidité: [...] le premier tour en Ariège a vu l'électorat du candidat frontiste – certes éliminé – se démobiliser moins que celui de l'insoumise.*» Reste que la candidate LFI est arrivée en tête du premier tour quand le candidat RN ne se qualifiait même pas au deuxième. Et le 29 janvier, lors du second tour du scrutin dans la 2e circonscrip-

tion de la Marne, la candidate RN sortante, Anne-Sophie Frigout, n'a pas été réélue.

Le 31 mars toujours, et dans la même veine, Nathalie Mauret, qui sévit pour le groupe Ebra, tente d'expliquer «*pourquoi le Rassemblement national est le grand gagnant de la séquence "retraites"*», selon le titre d'un article diffusé (au moins) dans *Le Bien Public*, *L'Est Républicain*, *Le Progrès*, *L'Alsace*, et les *DNA*: «*Sept points de plus pour le RN par rapport aux législatives de juin dernier. [...] Sept points, c'est ce qui a manqué à Marine Le Pen pour gagner le second tour de la présidentielle.*» Affligeant?

Certainement. Mais sans doute pas autant que le titre dont se fend *Ouest-France* le lendemain: «*"Moi présidente, je retirerai cette réforme"*» ose le quotidien (1^{er} avr.), parachevant la complaisance avec laquelle son rédacteur en chef délégué, Stéphane Vernay, conduisit cette interview avec Marine Le Pen: «*Vous croyez vraiment à l'existence d'une menace "éco-terroriste"?*»; «*Le Président a raison de reprocher à La France insoumise de vouloir "délégitimer" les institutions?*»; «*Comment sortir de cette crise?*»; «*Vous deviendriez Première ministre?*» Un tapis rouge... «*Les pieds à l'Assemblée, la tête à l'Élysée*» enchaîne *Le Parisien* (2 avr.), qui ne se prive pas d'alimenter la machine: «*Dans les couloirs des partis politiques comme dans les commentaires des observateurs, le thème de l'inévitabilité d'une prise du pouvoir du RN en 2027 [...] devient récurrent. [...] Sur le papier, le RN semble bien le grand gagnant de la séquence des retraites.*» Le même jour, sur BFM-TV (2 avr.), la journaliste politique Anne Saurat-Dubois se fait elle-même tourner la tête:

C'est bien le Rassemblement national qui capitalise le plus de cette crise politique et de cette contestation contre la réforme des retraites. La Nupes capitalise aussi, mais moins, beaucoup moins. Et ce qu'on voit aujourd'hui, c'est que si demain il y avait une dissolution [...], eh bien ce serait effectivement le Rassemblement national qui raflerait la mise [...]. Au second tour, on verrait s'il y a un barrage anti-Nupes ou un barrage anti-Rassemblement national mais ça voudrait dire potentiellement une cohabitation [...] entre Emmanuel Macron et peut-être une ou un Premier ministre du RN.

“Sur le papier, le RN semble bien le grand gagnant de la séquence des retraites.”

Le Parisien

“C'est bien le Rassemblement national qui capitalise le plus de cette crise politique et de cette contestation contre la réforme des retraites.”

Anne Saurat-Dubois

Après avoir évacué la gauche d'un trait de plume en évoquant la «*bryantefureur*» de La France insoumise, *Paris Match* (5 avr.) assène le même verdict: «*La patronne du Rassemblement national est l'incontestable "gagnante" de l'interminable séquence politique sur la réforme des retraites.*» Rien n'est terminé, mais c'est «*incontestable*»... La veille, de TF1 à CNews en passant par la presse quotidienne régionale, une dépêche AFP était déjà reprise en masse, relayant une note de la Fondation Jean-Jaurès: «*Auprès de l'AFP, son auteur Antoine Bristielle confirme que "le RN bénéficie de la séquence des retraites car il est à la fois perçu comme sérieux et antisystème dans l'opinion publique, et a affiché une attitude de compromis lorsque LFI a été vue comme trop radicale".*» (TF1, 4 avr.) Soulignons qu'aucun travail de fond, ni élément factuel ne vient jamais (ou très

rarement) corroborer les dites «*perceptions*» quant au parti «*anti-système*»... Au contraire, deux jours plus tard, l'agence de presse livre à la meute un nouvel os à ronger: «*Le Pen améliorerait son score si la présidentielle avait lieu demain*» (AFP, 6 avr.). «*Si les Français devaient revoter aujourd'hui, qui serait élu? [...]* La grande gagnante serait Marine Le Pen» s'empresse immanquablement de commenter *La Dépêche* (6 avr.), de concert avec Frédéric Dabi (encore lui), qui en profite pour taper (de nouveau) sur la gauche: «*Alors même que le momentum devrait lui être favorable et le servir, Jean-Luc Mélenchon fait figure de repoussoir pour une partie de la gauche.*» Du côté du *Figaro Magazine* (6 avr.), le rédacteur en chef Carl Meeus recrache le discours automatique avec ferveur, tant en faveur de Marine Le Pen – «*considérablement renforcée!*»; «*seule à profiter*

«*Quotidien*»: «*On fait comme s'il était 20 heures*»

Le 5 avril, alors que BFM-TV orchestrait en grande pompe la promotion du sondage (absurde) de BFM-TV donnant Marine Le Pen gagnante au second tour de l'élection présidentielle face... à Emmanuel Macron, que faisait Yann Barthès sur TMC? Il orchestrait en grande pompe le sondage (absurde) de BFM-TV: «*Et pour démarquer, un sondage choc!*» s'emballait le présentateur avant de céder la parole à l'un des chroniqueurs. Julien Bellver: «*Oui! Si la présidentielle avait lieu ce week-end, qui l'emporterait? C'est de la politique-fiction, mais vous allez voir, le résultat est étourdissant! [...]* Alors ce sondage montre sans ambiguïté que la séquence actuelle des retraites et

des violences ne profite qu'à un seul parti: le Rassemblement national. Et depuis des semaines, on entend cette petite musique hein, en forme d'alerte: *Marine Le Pen pourrait l'emporter en 2027.*» De toute évidence étourdie par la politique-fiction, la rédaction de «*Quotidien*» s'équipa ni une ni deux de son propre sondage, réalisé par Odoxa et promu dès le lendemain (6 avr.). La pratique du journalisme politique ne diffère en rien de celle de BFM-TV. C'est même pire. Au comble de la théâtralisation ce jour-là, Yann Barthès fit mine de jouer le décompte d'une soirée électorale: «*Et au deuxième tour... On va regarder... On fait comme s'il était 20 heures.* [Silence] *Marine Le Pen est élue présidente de la*

République sur un score sans appel de 54% contre 46% pour Emmanuel Macron.» Un peu comme le «*Wouah! Génial!*» de David Pujadas observant en direct l'attentat sur les Twin Towers à la télévision, on sent que les journalistes peinent à contenir l'excitation que leur procurerait ce grand «*événement journalistique*». Au point... de l'anticiper. La suite de l'émission fut à l'image de ce que produisirent les médias, en masse, au cours de la séquence: déontologie au tapis, grandiloquence, emballement et partis pris permanents. Et la palme revint au co-directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, Jérémie Peltier, pour sa tirade à charge contre la gauche. Extrait:

– Jérémie Peltier: *Jean-Luc Mélenchon dévisse. Il dévisse beaucoup en un an. Il dévisse à cause de ses outrances, à cause de son style*
– Yann Barthès: *Il dévisse beaucoup?*
– Jérémie Peltier: *Non... mais t'as raison, il dévisse un petit peu. Mais malgré tout, il dévisse.*
«*J'ai raison, même si j'ai tort.* Et de dérouler le *vademecum*: «*Ça signifie à mon avis aussi que ce qui manque peut-être, si on se projette en 2027, c'est un candidat de gauche. Un candidat de gauche solide, un candidat de gauche crédible.*» On connaît la chanson... ■



de la situation de chaos politique»; «grande gagnante du sondage»; qui «a su capter les colères» – qu'à l'encontre de l'épouvantail des médias: «Mélénchon, grand perdant»; «stratégie du chaos [...] totalement contreproductive»; «il n'est plus dans la compétition pour se qualifier au second tour.»

Et de la sorte, sans relâche. «L'horizon politique perçu par les Français est aussi net que radical» martèle *Le Point* (11 avr.); «RN: une stratégie de notabilisation plus payante que la posture carnavalesque de LFI» titre *L'Express* (27 avr.), tandis que dans *La République des Pyrénées*, l'éditorialiste-maison affirme que «la marche vers le pouvoir [du RN] semble se concrétiser», quelques lignes après avoir dispensé ses leçons de stratégie: «Alors que la gauche peine à exister, avec une France insoumise toujours encaimée dans la stratégie peu efficace du bruit et de la fureur, le RN, lui, en jouant la discrétion, [...] réussit à gagner là où la gauche est dans les limbes. Et ça marche. Tous les sondages concordent.» Et tous les journalistes extrapolent, en plus de radoter.

Dès le début du mouvement social, les chiens de garde ont disqualifié les propositions alternatives portées par la gauche sociale et politique, quand ils n'omirent pas soigneusement d'en informer leurs publics; ils ont enjoint à différentes personnalités politiques de gauche de «rester à leur place» et de ne pas «récupérer le conflit» tout en les invectivant; ils ont prophétisé l'apathie, prêché la résignation et rabâché à longueur d'antenne que «de toute façon, la réforme passerait»; ils ont amplifié le «chaos» des débats parlementaires pour le bien de l'information-spectacle et désinformé quant au fond des arguments de la gauche; ils l'ont convertie en «incarnation de la violence symbolique»; ils ont privilégié la tambouille politicienne en surexposant les guéguerres de chefs de clan et en annonçant jour après jour la mort de la Nupes tandis qu'ils privaient

de toute couverture nombre de ses initiatives et meetings unitaires organisés partout en France³.

«En même temps», parachevant l'indigence, ils n'ont eu de cesse de servir *objectivement* le Rassemblement national, présenté comme le seul opposant «crédible» face à Emmanuel Macron et propulsé en «grand vainqueur de la crise»...

Certes, l'hypothèse ne saurait être balayée d'un revers de main, quoiqu'encore faudrait-il définir, au préalable et de manière un tant soit peu précise, ce que l'on entend par «profiter d'une crise». Mais cette hypothèse doit-elle être surexposée et assénée telle une certitude, *a fortiori* quand la

crise dont on parle est en cours, ce qui ne saurait verrouiller l'éventail de ses issues politiques possibles? Or, dans tous les médias, non seulement les journalistes politiques n'en envisagent, n'en testent et n'en imposent qu'une seule – le débouché électoral –, mais ils en présentent également le résultat comme un «fait établi»: la victoire inéluctable du Rassemblement national. Les routines professionnelles redoublent ici des partis pris politiques assumés et concourent toujours davantage à mutiler le débat public: circulation circulaire des ressentis éditoriaux et des affabulations journalistico-sondagières montés en «faits politiques»; traitement dépolitisé de l'information politique sous la forme du commentariat sportif et d'une spéculation permanente; croyance aveugle dans les études d'opinion, dont les biais ne sont jamais interrogés et les mésusages journalistiques, inlassablement perpétrés. Dans ce petit monde clos, l'information, spectacularisée à outrance, disparaît au profit d'un grand fracas sondagier, éditorialisé à sens unique. Ainsi le journalisme politique participe-t-il, chaque jour davantage, à crédibiliser et à légitimer l'extrême droite. «Marine Le Pen, nouvelle maîtresse des horloges» titrait *L'Opinion* en Une le 26 avril. Des horloges médiatiques, cela ne fait aucun doute. ■

“La patronne du Rassemblement national est l’incontestable “gagnante” de l’interminable séquence politique sur la réforme des retraites.”

Paris Match

3. Lire le *Médiacritiques* n°46, avr.-juin 2023.

“RN: une stratégie de notabilisation plus payante que la posture carnavalesque de LFI.”
L'Express

1^{er} mai: hold-up sur l'information sociale

À l'occasion du 1^{er} mai, la direction du *Parisien*, largement discréditée par ses propres journalistes (voir p. 38), persiste et signe dans la provocation en choisissant de faire sa Une sur Marine Le Pen. Au cours des quatre mois de mobilisation, le quotidien n'aura consacré que deux (demi) couvertures aux manifestants et aucune au moindre responsable syndical, en plus d'avoir investi une énergie remarquable à décrédibiliser la gauche politique. C'est donc dans la lignée d'un tel traitement contre la rue qu'a été concoctée l'interview avec Marine Le Pen, préalablement introduite par l'édito de Marie-Christine Tabet, directrice adjointe de la rédaction: «*Marine Le Pen, grande gagnante de la réforme des retraites. Indéniablement, les enquêtes d'opinion se succèdent montrant que son image s'adoucit et que sa popularité prend des couleurs de plus en plus vives.*» Le manuel de l'éditocrate n'aurait été complet sans un coup de boutoir contre la gauche: «*Le spectacle outrancier donné au Palais-Bourbon par certains députés de la Nupes et le refus de LFI de débattre sur le fond n'ont guère grandi la gauche.*» «*Refus de débattre*», dit-elle... Vient ensuite l'entretien avec la responsable frontiste, qualifiée par les journalistes politiques de «*figure de l'opposition la plus en vue.*»

Un autre titre de la PQR, *Paris Normandie*, aurait été lui aussi inspiré de fabriquer sa Une autrement que sous la forme d'un tract du RN, dont les cadres étaient en déplacement au Havre pour tenir leur grand raout renommé «*Fête de la Nation*», où Marine Le Pen tint un discours... Pendant ce temps, dans *Le Figaro* (2 mai), Guillaume Tabard continue d'encenser Marine Le Pen comme la «*première opposante à Emmanuel Macron*» ayant su «*s'identifier à la colère des opposants à la retraite.*» Cette hiérarchisation de l'information, enfermée dans un «*duel Macron-Le Pen*», est à l'image des choix éditoriaux qu'ont opérés les matinales radio.



Sur France Inter, France Info, RMC/BFM-TV, RTL et Europe 1, tout au long de la semaine (1^{er} mai - 5 mai), le panel des représentants politiques a fait la part belle au «*duel*» lors des créneaux d'interview les plus écoutés: 12 invitations pour Renaissance et le gouvernement, 4 pour le RN... et 2 pour la Nupes. Partout, les violences (des manifestants) font la Une. Au lendemain du 1^{er} mai, deux élus de La France insoumise ont d'ailleurs affirmé avoir été décommandés des matinales au profit de Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur (sur RMC) et de Laurent Nuñez, préfet de police de Paris (France Info). Médias de maintien de l'ordre, à l'instar des chaînes d'info, dont la couverture des manifestations fut critiquée par Samuel Gontier¹: «*Des heures d'images et d'analyses le prouvent: sur les chaînes info, le 1^{er} Mai a été marqué par les violences, des manifestants, ça va sans dire. Jean-Michel Apathie s'en plaint sur LCI et proclame que, pour tirer les leçons de cette journée, rien ne vaut la hauteur de vue de Marine Le Pen.*»



Les «*débats*» du service public suivent la même trajectoire. Sur France 5, le découpage du temps d'antenne de «*C ce soir*» (1^{er} mai) est éloquent: sur 1h09 d'émission, on dénombre 8 minutes à peine consacrées aux syndicats, puis 8 minutes 30 dédiées à «*l'ordre*», aux «*éléments radicalisés*» et aux «*violences*» – le sujet étant lancé par la députée RN Edwige Diaz –, et enfin, 47 minutes réservées à Marine Le Pen et au RN, soit plus des deux tiers de l'émission, que le présentateur introduisait pourtant en parlant d'un «*1^{er} mai inédit*» et des syndicats rassemblés: «*une première depuis 2009*». Le basculement du cadrage général fut, de ce point de vue, assez net: de «*Quel débouché à la colère sociale?*», le titre initial de

l'émission, le plateau en est très rapidement venu à discuter de «*Marine Le Pen, la grande gagnante de la colère sociale?*», selon le titre d'un bandeau. Et les commentateurs n'ont eu de cesse, comme partout ailleurs, de confondre information... et communication:

– **Camille Diaio**: *La gestuelle [de Marine Le Pen lors de son discours au Havre] m'a presque rappelé Steve Jobs [...] ou Emmanuel Macron. Mais ce qui est vraiment frappant et inhabituel pour le coup, c'est ce côté «banquet populaire», presque «salle des fêtes» et «fête de village». Camille Vigogne Le Coat, vous étiez sur place, comment est-ce qu'il faut comprendre cette mise en scène, ce grand banquet? Est-ce qu'il faut y voir un sens politique et une volonté, encore une fois, de s'adresser aux classes populaires?*

– **Camille Vigogne Le Coat**: *Elle envoie un message de modernité [...] Là, pour une fois, elle tente quelque chose d'autre de plus dynamique. Il faut savoir qu'elle est quand même confrontée à l'image de Jordan Bardella qui lui renvoie en interne, qu'elle ne vit pas forcément toujours bien. Et on a quand même noté qu'il était assez bon, lui. «Service public»...*

La goutte d'eau, au terme d'une telle propagande de plusieurs mois? L'éditorial de l'une des plus acharnées détractrices de la gauche, Françoise Fressoz, déplorant un «*impardonnable aveuglement*» «*face au Rassemblement national*», ce qui lui vaut d'être décrite comme une lanceuse d'*«alerte»* dans le chapô (*Le Monde*, 1^{er} mai)! Éditorial qui «*alerte*», mais prend surtout le soin de caresser dans le sens du poil les principaux acteurs politiques et médiatiques de la «*dédiabolisation*»: «*La vigilance républicaine demeure et personne n'a été pris en flagrant délit de pactiser avec Marine Le Pen*». Rien ni personne, on l'a vu... Pas même ce portrait de Jordan Bardella par *Le Monde* (24 févr.), dont personne ne songerait à penser qu'il constitue un «*flagrant délit*» de normalisation:

Jordan Bardella est un jeune homme poli. Il propose de faire le café, dans son grand bureau du petit siège du Rassemblement national (RN), dans le 16^e arrondissement de Paris. Il ne voudrait pas qu'on prenne froid, parce qu'il a ouvert la fenêtre. Il souhaiterait qu'elle n'ait plus peur, cette classe moyenne supérieure qui résiste encore aux sirènes de l'extrême droite. Il poursuit le pouvoir en patins de velours. Qu'on se le dise, Jordan Bardella est à l'image du parti qu'il dirige: tempéance, sérieux, prévention. «Alerte», on vous dit... ■

1. «Un 1^{er} Mai de violence journalistique», *Télérama*, 3 mai.

Débat parlementaire: les deux poids, deux mesures du journalisme politique

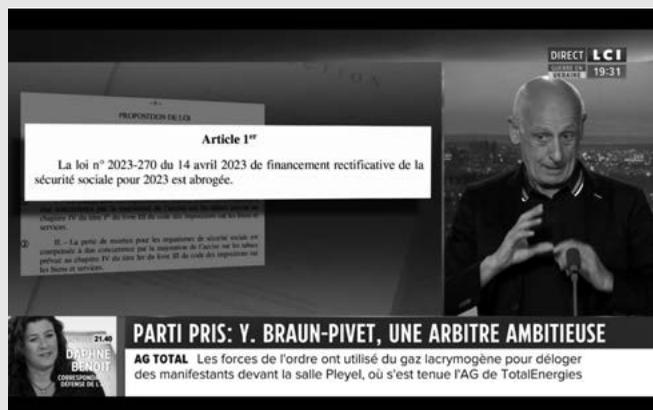
Le 31 mai, en commission des affaires sociales, les députés macronistes sont parvenus à tuer dans l'œuf la proposition de loi Liot (groupe centriste) visant à abroger la réforme des retraites, jouant des ressorts institutionnels et dévoyant des usages parlementaires. Face à ces procédés, les grands médias ont-ils crié à l'«obstruction», critiqué l'«anti-parlementarisme» de la majorité ou dénoncé des pratiques contribuant à «affaiblir la démocratie»?¹ Pas tout à fait.

Dans *Le Monde* (31 mai), alors qu'une journaliste évoque un «risque, pour les élus macronistes, d'apparaître comme les principaux responsables d'une escalade procédurale», Françoise Fressoz commet quant à elle un édito empruntant à la méthode Coué, rassurée qu'Emmanuel Macron ait «atteint son premier objectif: il est parvenu à enrayer sa chute dans les sondages alors que la gauche reste toujours mobilisée contre la réforme des retraites.» Grand détracteur de La France insoumise accusée de tous les maux – «l'agitation, le blocage, la violence, au minimum verbale, le "bordel"» (2 mai) – *Le Figaro* se montre nettement plus modéré pour décrire une majorité qui «affine sa stratégie pour contrer la proposition de loi Liot» (31 mai) avant de saluer, le lendemain, une «petite victoire pour le camp présidentiel». Sur France Info (31 mai), le commentateur Stéphane Zumsteeg se réjouit lui aussi d'une «bonne nouvelle parce qu'enfin, il y a une fenêtre pour le gouvernement pour s'en sortir». Et le grand démocrate de préciser sa pensée: «Qu'est-ce

qu'il se serait passé, autrement? Il y aurait eu un vote, un vote qui passait le 8 [juin] et ensuite, c'était le début du feuilleton au Sénat. Ça aurait encore duré des semaines, si ce n'est des mois. Quelque part, là, il y a peut-être la possibilité et l'espoir pour le gouvernement qu'enfin, [...] on va parler d'autre chose.» Le 1^{er} juin sur la même antenne, Marc Fauvelle, futur directeur de l'information de France Inter, tient à s'en assurer face à François Ruffin: «Ce fut électrique hier, mais c'est fait. Les députés ont rejeté en commission l'article qui prévoyait d'abroger la réforme des retraites [...]. Est-ce que vous dites ce matin: la bataille est désormais perdue?» Et sur RTL au même moment, sa consœur Alba Ventura exulte: «Depuis le début, c'est une pantalonnade ce texte! Tout le monde savait que cette proposition de loi n'aboutirait pas!» Quant à BFM-TV (31 mai), Alain Marschall réussit à faire un «débat» cul par-dessus tête en s'emportant contre le

«Depuis le début, c'est une pantalonnade ce texte! Tout le monde savait que cette proposition de loi n'aboutirait pas!»

Alba Ventura



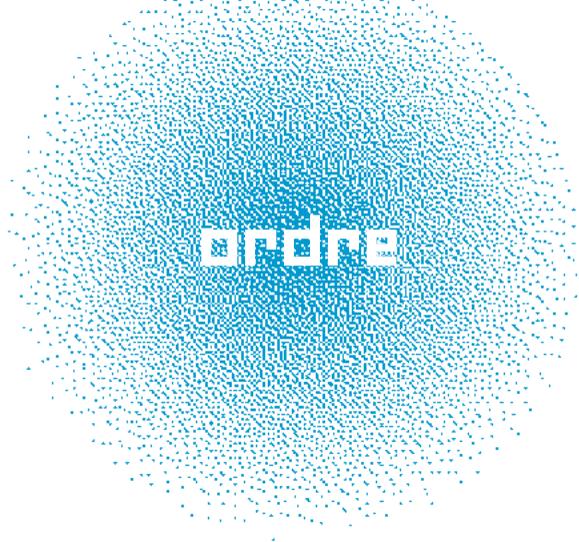
bouc-émissaire préféré des médias: «La France insoumise s'est encore illustrée!» s'exclame-t-il, en référence à un propos de sa présidente, Mathilde Panot, qui dénonçait une «dérive mafieuse» de la majorité. Si l'on en croit la hiérarchie de l'information façon BFM-TV, cette petite phrase méritait d'être élevée au rang d'information numéro 1: «Vous comprenez, enfin! Les mots ont un sens! La mafia, vous voyez ce que c'est quand même?!», s'emporte Alain Marschall face à la députée Clémence Guetté. Quelques instants plus tôt, le même ironisait pourtant sur le «psychodrame» et la «comédie des grands jours» des députés... Celle des grands médias, décidément bien pressés de «tourner la page» des retraites alors que les mobilisations se poursuivent, est toujours à l'affiche. Avec ses seconds rôles... et ses têtes d'affiche. Le 26 mai sur LCI, Jean-Michel Apathie se riait du groupe Liot: «Du bric et broc parlementaire! Il n'y a rien qui les réunit aujourd'hui sauf le désir de nuire. [...] Pour vous dire, le groupe, c'est Liberté Indépendance Outre-Mer et Territoires. Ah tu parles d'un programme tiens!» Non content de

décrédibiliser la proposition de loi, il s'attachait ensuite à faire passer la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet (groupe Renaissance), pour une incorruptible garante des institutions démocratiques: «Yaël Braun-Pivet résiste!», s'emballait l'éditocrate, fantasquant une résistante au pouvoir macroniste. «Elle est présidente de l'Assemblée nationale, respectueuse des parlementaires, qui laisse parler tout le monde, qui, dans le bazar qu'est devenu l'Assemblée nationale, essaie de maintenir un minimum d'ordre. [...] Et dans ce débat Liot, un peu stupide il faut bien le dire, ce n'est pas elle qui va bâillonner les parlementaires.» Douze jours plus tard, *Le Monde* titrait: «Retraites: Yaël Braun-Pivet bloque la mesure d'abrogation» et rapportait comment cette dernière «a sifflé la fin du match parlementaire contre la réforme des retraites, mercredi 7 juin, en faisant barrage en soirée à l'examen d'une mesure d'abrogation des 64 ans, programmé jeudi en séance plénière.» Jean-Michel Apathie, ce visionnaire. ■

1. Lire «Ce que les médias font au débat parlementaire», *Médiacritiques* n°45, avril-juin 2023, p. 39.

QUAND LES MÉDIAS LÉGITIMEMENT LA RÉPRESSION

Journalisme de préfecture.



Réquisitions des travailleurs et casses des piquets de grève, nasses, arrestations et gardes à vue arbitraires, procédures judiciaires expéditives, charges, coups de matraque, usage à outrance de gaz lacrymogènes et de grenades classifiées comme armes de guerre, entraves et violences sur les journalistes et reporters... La répression s'abat sur le mouvement social, que celui-ci s'exprime contre la réforme des retraites ou sur le terrain écologique, à Sainte-Soline, contre la construction de méga-bassines.

Disons-le d'emblée : les violences policières ont figuré à l'agenda des médias dominants beaucoup plus rapidement que lors des mobilisations des Gilets jaunes. Dans la presse, elles ont donné lieu à des enquêtes salutaires, menées notamment par des journalistes du *Monde* ou de *Libération*, dont le travail impacte le reste des médias tant ces titres occupent une position de « référence » au sein du champ journalistique. Et dans une partie de

l'audiovisuel, certaines des vidéos tournées par des manifestants et des reporters indépendants percent les écrans, comme sont médiatisées les alarmes que sonnent l'ONU, les syndicats de magistrats et d'avocats ou certaines ONG autour de la répression et des politiques du « maintien de l'ordre ». Preuve que conjointement, la lutte de collectifs militants, les témoignages vidéo, le travail des rédactions indépendantes, celui des organisations politiques et syndicales et la critique des médias peuvent exercer des pressions à même d'infléchir, relativement, les choix et les impasses volontaires des chefferies médiatiques.

« Relativement » car évidemment, le journalisme de préfecture n'a nullement disparu du paysage. À mesure que s'intensifie la conflictualité des luttes sociales et écologistes, le verrouillage de l'information s'accroît dans les rédactions, à tel point que certaines sociétés de journalistes se rebiffent (voir p. 38). Le rapport de forces bouge... mais est encore loin d'être renversé.

Passée au tamis du journalisme politique dominant, la question fondamentalement politique du maintien de l'ordre n'est que poussière.

Appropriation sans distance critique du lexique policier; recours aux euphémismes pour ne pas nommer les violences policières; usage immodéré (et inconsidéré) d'images de la Préfecture ou de la gendarmerie, fournies par le ministère de l'Intérieur; lecture publique et reproduction de « notes » ou d'infographies réalisées par les services de renseignement; surreprésentation de la parole des « forces de l'ordre » dans toutes leurs composantes; suivisme et partis pris outranciers des services et des consultants « police-justice » en faveur de la communication préfectorale, souvent sans la moindre vérification...

Tels sont quelques-uns des symptômes persistants du journalisme de préfecture. Un journalisme aux ordres, qui biaise de manière systémique le traitement médiatique des actions de police ou de gendarmerie. Au-delà des contraintes et des routines professionnelles expliquant en partie ce phénomène, la question est bel et bien celle d'une idéologie du « maintien de l'ordre » régnant en maître au sein des directions éditoriales. Résolument engagées du côté des « forces de l'ordre », ces dernières n'accordent pas la même valeur à toutes les communications... ni à tous les témoignages.

Dans l'audiovisuel, si les radios, les émissions de pseudo « débats » et les « 20h » fournissent des exemples chroniques de cette mutilation de l'information, les chaînes d'information remportent la palme. Le traitement par BFM-TV de la manifestation à Sainte-Soline, le 25 mars, fut à cet égard (tragiquement) exemplaire: « l'information en continu », c'est l'information des autorités (voir p. 26).

JOURNALISME DE MAINTIEN DE L'ORDRE, AUTORITARISME À LA UNE

Sur France 2, dans l'émission politique « L'événement » (23 mars), Caroline Roux donnait un bel exemple de cet acharnement éditorial au service du « maintien de l'ordre » : « Sandrine Rousseau, juste une question: parce que la majorité est sourde à cette mobilisation, casser devient légitime? » Et puis: « Donc quand la rue déstabilise les institutions, c'est quelque chose qui vous convient? » Et ensuite: « Sandrine Rousseau, vous rendez hommage aux forces de l'ordre aussi? » Et encore: « Vous ne pouvez pas commencer à dire qu'il faut assurer la sécurité? » Et enfin: « Mais vous condamnez aussi les vio-

“Y a-t-il aujourd'hui un terrorisme intellectuel de l'extrême gauche?”

Léa Salamé

lences contre les policiers? C'était la question qui vous était posée.» Ce que l'on appelle, plus communément, « verrouiller le débat ».

C'est dans ce type de traitement fondamentalement biaisé – dépourvu de pluralisme et souvent rythmé par la désinformation – que l'on peut égale-

ment classer le *leitmotiv* des « brebis galeuses », toujours aussi populaire parmi les commentateurs et les éditocrates. Ramenées à des « dérapages individuels », circonscrites aux pratiques de brigades particulières – aussi déchaînées soient-elles, à l'instar de la Brav-M –, les violences policières bénéficient d'un traitement journalistique anémié, dépolitisé, confisqué par les toutologues au détriment des chercheurs spécialisés et pétri de leurs partis pris à sens unique. Passée au tamis du journalisme politique dominant, la question fondamentalement politique du maintien de l'ordre n'est que poussière...

Quand elle n'est pas supplantée par les rappels à l'ordre, les injonctions à davantage de répression ou les saillies visant à criminaliser la gauche et les manifestants. « Nous devons réfléchir à un durcissement de notre appareil répressif » assure par exemple Dominique Reynié (LCI, 26 mars), tandis que sur RTL, Alba Ventura fulmine: « Y en a assez de ces gens qui vivent dans le monde de Oui-Oui, pour qui la violence serait toujours du même côté! Il y en a assez d'Amnesty [...]! Il y en a assez du Syndicat de la magistrature, qui dénonce la répression policière et qui ne rêve que d'anarchie! Enfin, heureusement que dans la défense de nos institutions, tout au bout de la chaîne il y a des forces de l'ordre. Ce sont eux [sic] qui sont en première ligne et qui sont là pour assurer la protection et la sécurité dans notre pays. » (29 mars)

Une tradition chez les chiens de garde, qui accompagnent en chantant l'(extrême) droitisation du champ politique et du débat public. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la complaisance avec laquelle bon nombre de commentateurs ont accueilli (et relayé) la dernière outrage en date du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, bien décidé à partir en guerre contre « le terrorisme intellectuel de l'extrême gauche ».

Rouge central des opérations de communica-

“Il y en a assez du Syndicat de la magistrature, qui dénonce la répression policière et qui ne rêve que d'anarchie!”

Alba Ventura

tion du pouvoir politique, le JDD s'en est d'abord fait le porte-voix. Entre-soi et autopromotion maison oblige, CNews (propriété de Vincent Bolloré) entreprit ensuite de décalquer à la télé le numéro du JDD (groupe Lagardère... sous l'emprise de Vincent Bolloré) en recevant Gérard Darmanin dans « Le grand rendez-vous » (CNews/Europe 1/Les Échos).

Puis, circulation circulaire de l'information aidant, le mot d'ordre s'est retrouvé à la Une de BFM-TV, mais aussi traité par la plupart des émissions politiques dominicales... et dans les matinales du lendemain: « *Y a-t-il aujourd'hui un terrorisme intellectuel de l'extrême gauche?* » osait ainsi demander Léa Salamé à Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT (France Inter, 3 avr.)... Sur RTL, la déclaration du ministre a manifestement enthousiasmé Alba Ventura, en roue libre: « *Il sulfate le ministre hein, aux quatre coins de Paris qu'il va les*

“**Nous devons réfléchir à un durcissement de notre appareil répressif.**”

Dominique Reynié

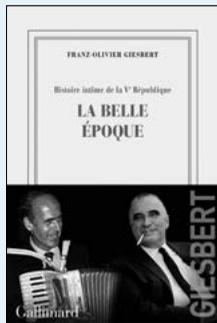
éparpiller les Soulèvements de la Terre et autres Insoumis, aux quatre coins de la France qu'on va les retrouver façon puzzle!» (RTL, 3 avr.)

La veille, dans l'émission « Le Grand jury » (RTL/Le Figaro/LCI), alors que Marine Tondelier (EELV) priait les journalistes de noter à quel point « *les mots ont un sens* » en déplorant que Gérard Darmanin distille l'idée selon laquelle « *en ce moment, le risque terroriste, c'était les écologistes* », Olivier Bost l'interrompait: « *Mais est-ce que vous ne donnez pas corps à cette accusation-là lorsque vous allez participer à une manifestation qui n'est pas autorisée?* » On en est là.

Accompagner les surenchères les plus outrancières et légitimer, jour après jour, les coups de force d'une démocratie autoritaire? Telle est bien la fonction qu'endosse une large partie de l'éditocratie, rodée aux campagnes contre la gauche et déterminée à la renvoyer, tel un ennemi intérieur, en dehors du champ républicain. ■

brouillon de culture

LE PRIX DU LIVRE POLITIQUE, OU LA CÉLÉBRATION DE LA CONNIVENCE



« *Le microcosme médiatique s'auto-consacre* » : c'est ce que nous titrons, en 2017, à propos du Prix du livre politique. En 2023, le microcosme s'auto-consacre... en la personne de Franz-Olivier Giesbert. Il était temps! Alain Duhamel (1999), Laurent Joffrin (2002), Alexandre Adler (2003), Caroline Fourest (2006), Jacques Julliard (2008), Michèle Cotta (2009), Dominique Reynié (2012), Alain Minc (2016), Brice Teinturier (2017), Jérôme Fourquet (2019), Rachel Khan (2021): l'attribution du Prix du livre politique à Franz-Olivier Giesbert ne semblait plus qu'une question de temps – on crierait presque à l'injustice de ne pas l'avoir vu récompensé plus tôt. Enfin honoré, ce héraut d'un journalisme politique au plus près des politiques, tel (pour reprendre ses mots¹) un « *journaliste sportif [qui] passe son temps avec les joueurs de foot ou les cyclistes* ». Son œuvre et sa carrière n'en méritaient pas moins! Aussi faut-il féliciter la présidente du jury, Roselyne Bachelot, la secrétaire générale, Michèle Cotta, ainsi que tous les membres du jury (dont Valérie Toranian, épouse de Franz-Olivier Giesbert – le monde est petit), qui surent faire montre de clairvoyance et d'indépendance d'esprit. On pourrait, certes, ne voir dans cette sauterie qu'un nouvel exemple de l'entre-soi de l'élite journalistique. Mais ne gâchons pas la fête... ■

MEMBRES DU JURY :

Jean-François ACHILLI, Éditorialiste politique et présentateur des Informés, Franceinfo
Carole BARJON, Grand reporter et éditorialiste politique, L'Obs
Anna CABANA, Éditorialiste, BFMTV, I24 News
Ariette CHABOT, Journaliste, éditorialiste, LCI
Jérôme CORDELIER, Rédacteur en chef du service France, Le Point (en remplacement d'Étienne Gernelle, Directeur, Le Point)
Cécile CORNUDET, Éditorialiste politique, Les Échos
Bertrand DELAIS, Président-directeur général, LCP-AN
Françoise FRESSOZ, Éditorialiste, Le Monde
Bruno JEUDY, Éditorialiste, BFMTV
François-Xavier LEFRANC, Directeur des rédactions, Ouest-France
Marion MOURGUE, Grand reporter au service politique, Le Figaro
Luce PERROT, Journaliste, Inspecteur général honoraire de l'Administration des affaires culturelles, Fondatrice de Lire la Société
Anne ROSENCHER, Directrice déléguée de la rédaction, L'Express
Christophe SCHMIDT, Chef du service politique, AFP
Brice TEINTURIER, Directeur général délégué, IPSOS France
Yves THRÉARD, Directeur-adjoint de la rédaction, Le Figaro
Valérie TORANIAN, Directrice de la rédaction, Le Point

1. Lire « (En)îèmes Leçons de journalisme, par Franz-Olivier Giesbert », Acrimed, 25 oct. 2022.

LES JEUX

I. RELIEZ LES POINTS

■ Au royaume médiatique, perles et petites phrases sont reines. Rendez à chacun de ces auteurs leur déclaration mémorable:

- A. Frédéric Beigbeder **01.** En plein déni...
«D'un point de vue scientifique, Marine Le Pen n'est pas d'extrême droite.»
- B. Jean-François Kahn **02.** En plein délire mystique...
«J'ai été baptisé, je me suis éloigné de Jésus et puis aujourd'hui, je me rapproche de lui de plus en plus, voilà, il me fait du bien, je le trouve cool comme mec.»
- C. Jacques Attali **03.** En toute humilité...
«J'essaie [...] de cerner les menaces et les promesses de toutes natures des 30 prochaines années, à partir des leçons qu'on peut tirer des 30 derniers siècles.»

● Au moment où l'auteur du *Capital* semble revenir en grâce dans l'espace médiatique, saurez-vous rendre à chacun le mot qui leur appartient ? (Attention, parmi eux ne figure qu'un seul véritable penseur.)

- A. Alain Minc **01.** «Elon Musk, un marxiste qui s'ignore»
- B. Jacques Julliard **02.** *Ma vie avec Marx*
- C. Luc Ferry **03.** *Spectres de Marx*
- D. Jacques Derrida **04.** «Karl Marx, c'est Fernand Braudel, la lutte des classes en plus»

Bonus: connaissez-vous réellement les œuvres de nos philosophes de l'économie ?

- E. Pascal Bruckner **05.** *Où va notre argent*
- F. Alain Minc **06.** *L'argent fou*
- G. Agnès Verdier-Molinié **07.** *La Sagesse de l'argent*

II. QUI SUIS-JE ?

Saurez-vous identifier les éditocrates déguisés en « intellectuels » ?

- 1.** Un temps bourdieusienne, je n'ai eu de cesse par la suite de vanter la « neutralité axiologique » avec laquelle je me suis progressivement arrangée en devenant militante ultraconservatrice, à la pointe de la croisade antiwoke. Je suis...
- 2.** Jadis co-auteur d'un petit pamphlet réactionnaire me rapprochant des « nouveaux philosophes », j'ai ensuite navigué entre la politique et le monde universitaire, sans toutefois daigner assurer mes enseignements. En revanche, je donne volontiers des conférences sur des croisières. La droite est ma maison, *Le Figaro* mon refuge, je suis...

III. CHERCHEZ L'INTRUS

Non content de toucher de colossales aides à la presse, *Le Figaro* arrondit ses fins de mois en organisant des rencontres dans le prestigieux écrin de la salle Gaveau. Pour faire vivre le débat d'idées – et moyennant la modique somme de 20 euros –, vous sont offerts sur un plateau deux phares de la pensée. Saurez-vous distinguer, dans la liste qui suit, le seul couple n'ayant pas (encore) eu cet insigne honneur ?

- 1.** Sonia Mabrouk et Michel Onfray
- 2.** Régis Debray et Sylvain Tesson
- 3.** Laurent Joffrin et Manuel Valls
- 4.** Fabrice Luchini et Michel Onfray
- 5.** Pierre Manent et Alain Finkielkraut

DE L'ÉTÉ

IV. MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

1. Corrections.
2. Censurée. Détiennent.
3. Tricha. Bouquine.
4. Émission d'Usul et Ostpolitik.
5. Indice boursier.
Mesure les cotes de popularité. Possède.
6. Finance désormais l'audiovisuel public. Appréciera.
7. Deux. Dépendant.
8. Tenta. Enfouir.
9. Ancien directeur de l'information de TF1. Période.
10. Grand amateur de sondages. Détérioras.

VERTICALEMENT

- I. Cœurs des médias.
- II. Test. Aperçus.
- III. Chaîne parlementaire. Cela.
Auditeurs modestes et géniaux.
- IV. Cervidé.
- V. Cuivre. Média indépendant.
- VI. Journaux en images et sons.
- VII. Acrimonieux.
- VIII. À l'imprimerie. Vagabondes.
- IX. Mammouth à dégraisser. Glandera.
- X. Jeunes exploités.

I II III IV V VI VII VIII IX X

| | | | | | | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | |

V. CONNAISSEZ-VOUS BHL ?

Parmi les titres suivants, lesquels ne figurent pas (encore) dans sa bibliographie ?

1. *Réflexions sur la Guerre, le Mal et la fin de l'Histoire*
2. *Le siècle de BHL*
3. *Le jour et la nuit*
4. *Le lys et la cendre*
5. *Le testament de Dieu*
6. *Bernard-Henri, cet inconnu*
7. *Éloge des intellectuels*
8. *Ce penseur qui rend fou*

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| S | V | S | U | | | G | I | S |
| E | R | E | S | I | V | M | A | N |
| R | E | R | T | E | R | A | S | O |
| I | R | E | S | A | | | I | |
| T | V | A | I | M | E | R | V | A |
| I | V | A | B | V | A | C | A | C |
| G | O | L | E | | N | | A | |
| V | A | L | L | I | T | A | P | A |
| T | O | N | | | | | | |
| R | E | L | E | C | T | U | R | E |

V 2, 6 et 8.

III 3.

II Nathalie Heinrich (1) et Luc Ferry (2).

I 1B; 2A; 3C • 1C; 2A; 3D; 4B; 5B; 6F; 7E.

REPONSES:

SUR BFM-TV LA POLICE FAIT L'INFORMATION

Le 25 mars, alors que la mobilisation anti-bassines à Sainte-Soline polarise l'antenne, tout l'attirail du maintien de l'ordre journalistique a été déployé.

De la mobilisation contre la méga-bassine de Sainte-Soline, organisée le week-end des 25-26 mars, les téléspectateurs de BFM-TV n'auront appris (et vu) qu'une chose: des «*éléments radicaux*» ont fait preuve d'une extrême violence contre la police. Médiatisés de manière totalement disproportionnée pour satisfaire l'appétit d'une rédaction en mal de guerre télévisée, les affrontements ont fait la Une. Du matin au soir, le prisme sécuritaire fut ainsi hégémonique (au détriment d'autres cadrages et d'autres informations) et le point de vue préfectoral, écrasant, décliné sous tous les formats et télégraphié par l'immense majorité des intervenants à l'antenne: experts, présentateurs, consultants et journalistes «*police-justice*», porte-parole des institutions coercitives (préfète des Deux-Sèvres, ministre de l'Intérieur, syndicalistes policiers, lieutenant-colonelle de la gendarmerie, etc.) et même certains envoyés spéciaux.

PRÉPARER LES ESPRITS AU «CHAOS INÉVITABLE»

Branchée sur la communication préfectorale, l'antenne de BFM-TV avait dûment retranscrit, la veille, les discours alarmistes des autorités. À 20h,

alors qu'à Melle les opposants aux méga-bassines se regroupaient autour de tables rondes consacrées à la défense de l'eau et autres enjeux environnementaux, BFM-TV recevait la préfète des Deux-Sèvres, Emmanuelle Dubée, et, avec elle, préparait les esprits au «*chaos*». La présence de cette dernière était presque superflue tant la présentatrice, Perrine Storme, lui mâchait le travail en évoquant une «*mobilisation redoutée*», une «*manifestation classée à haut risque*», un «*dispositif de sécurité qui a été doublé [...] par rapport à la précédente manifestation en octobre dernier*» et de «*très gros moyens qui sont déployés pour ce week-end*». Aussi la préfète put-elle, en toute quiétude, justifier un «*dispositif [policier] proportionné aux risques de violences*» sans rencontrer le début du commencement d'une contradiction de la part de la journaliste.

Plus tôt dans la journée, BFM-TV avait évidemment réservé une place de choix à la déclaration d'Emmanuel Macron lors du Conseil européen à Bruxelles: «*Nous ne céderons rien à cette violence. En démocratie, on n'a pas le droit à la violence.*» Une prestation qui fit l'objet d'une reprise de dépêche AFP sur le site de BFM-TV – «*Méga-bassines: des "équipements d'une rare violence" saisis avant la manifestation*» (16h11) – exclusivement biberonnée aux



sources officielles: «l'Intérieur», une «source proche du dossier», «la préfète des Deux-Sèvres», «le général Samuel Dubuis, commandant de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine», «le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau», mais également l'interview «sur CNews [du] ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin».

«Sainte-Soline: un chaos inévitable demain?» insistait encore la rédaction à 22h40. «C'est intéressant la comparaison que faisait notre correspondante à Londres, Laura Kalmus. Elle disait: "Oui, les Britanniques, ils manifestent, oui, ils sont en colère, oui, ils savent gueuler. Mais chez nous, ça ne dégénère pas". Pourquoi en France ça dégénère, et pourquoi demain, on a la certitude qu'à Sainte-Soline, ça va mal se passer?» s'interrogeait la présentatrice Alice Darfeuille à l'antenne. Ses interlocuteurs? Johann Cavallero, délégué national CRS du syndicat Alliance et l'iné-

“Pourquoi demain, on a la certitude qu'à Sainte-Soline, ça va mal se passer?”
Alice Darfeuille

rable Dominique Rizet. Le premier évoquera des «gens qui vont vouloir blesser voire tuer, parfois c'est ce qu'on dit, les forces de l'ordre» avant de dissenter sur le «laisser-faire» et le laxisme judiciaire. Fidèle au poste, le second, «consultant police-justice» de BFM-TV, se contentera de régurgiter la communication de ses sources – «J'ai quelques notes ici, qui sont des notes de la police, du renseignement territorial» – et de paraphraser la préfète:

La préfète, tout à l'heure, a eu cette phrase, et elle est courageuse parce que c'est pas évident pour elle de le dire, ça va se passer dans son département: elle a parlé de «violences attendues», [...] une action, c'est une autre de ses phrases, «très violente». Oui, bien sûr, ça va se passer comme ça...

Fin de l'histoire, non sans avoir préalablement salué le «maintien de l'ordre» de Jérôme Foucaud, directeur de l'ordre public et de la circulation à Paris, lors de la manifestation parisienne du 23 mars: «[Il] a géré ces événements, plutôt pas mal, plutôt très bien même.» Ainsi qu'en attestèrent nombre d'agressions de manifestants par la police, une nouvelle fois filmées par des reporters indépendants et documentées dans la presse...

De l'aveu même de Dominique Rizet, le programme du week-end de mobilisation à Sainte-Soline s'annonçait particulièrement riche:

Les protecteurs de l'environnement, qui se présentent comme ça, vont tenir des congrès, des tables rondes, ça dure trois jours, ça a commencé aujourd'hui. Il va y avoir des projections de documentaires, des invités assez prestigieux hein, d'ailleurs, qui travaillent sur l'environnement. Donc il y a quelque chose d'utile, parce que ces gens-là vont poser des questions et des questions importantes. Et à côté, il y a ceux qui vont affronter les forces de l'ordre, qui se fichent éperdument des questions d'environnement.

Une dichotomie totalement arbitraire, que Dominique Rizet ne prendra évidemment pas la peine d'étayer ni d'argumenter (et pour cause...), pourtant répétée tel un *leitmotiv* à longueur d'antenne. Quant au début de son intervention, on ne peut que rire (jaune): les tables rondes autour des méga-bassines avaient ceci de tellement «utile» et «important» que BFM-TV décida de les laisser hors-champ. De quels intervenants «prestigieux» s'agissait-il? On n'en saura rien. Quels documentaires ont été choisis? On n'en saura rien. Quelles «questions importantes» les tables rondes ont-elles abordé? On n'en saura rien. Que s'y est-il raconté? On n'en saura rien. Aucune image, ni aucune prise de parole ne sera retransmise à l'antenne. Un (non) traitement particulièrement accablant quand on sait que la chaîne d'information put, à mobilisation «exceptionnelle»,

diffuser des contenus fournis par les organisateurs et retransmettre, sans commentaire ni interruption, près d'une demi-heure de leurs discours en direct : c'était le 19 mai 2021, jour de la manifestation des policiers devant l'Assemblée nationale...¹

25 MARS: LE CHAOS TÉLÉVISÉ

Léopold Audebert et Perrine Storme, présentateurs de « Week-end première », 6h00 : « *Doit-on redouter le pire à Sainte-Soline ?* » ; « *Environ 1 500 activistes radicaux formés à la violence selon la préfète du département.* » Envoyé spécial à Sainte-Soline, 10h03 : « *La seule question, c'est quelle sera l'intensité de ces actions, à quel point il s'agira de désobéissance civile et surtout, est-ce qu'il y aura des débordements ? À en croire les autorités, ce sera bel et bien le cas.* »

Tout au long de la matinée du 25 mars, BFM-TV a continué de ressasser en boucle le message préfectoral d'un « week-end à haut risque » et d'une « manifestation sous haute tension ». Des enjeux autour des méga-bassines, nous apprendrons de Léopold Audebert qu'il s'agit de « réserves d'eau que les agriculteurs veulent construire pour pouvoir cultiver malgré les sécheresses. » Et tant pis pour les agriculteurs opposés au projet et présents en nombre dans la manifestation... On le comprend, BFM-TV n'est pas là pour le fond mais pour décliner une ligne éditoriale à l'alphabet et l'oméga parfaitement cristallins : le sécuritaire.

Sur la chaîne, le lexique employé pour caractériser les opposants sera celui de la police. Le cadrage et la narration des comptes rendus « journalistiques » seront majoritairement ceux de la police. La hiérarchisation et la temporalité des événements rapportés seront celles de la police.

En plateau, comme la veille, il ne se trouve aucun journaliste ni aucun « expert » pour questionner – ni a fortiori remettre en cause – le dispositif militaire du « maintien de l'ordre » décrété par le ministère

de l'Intérieur sur le site de Sainte-Soline. À 10h04, la journaliste « police-justice » de la chaîne Mélanie Bertrand, noyée dans les mots et la communication de la Préfecture, légitime ce qu'elle appellera plus tard... « le *dispo* » :

Ils craignent tous des violences, vous le disiez, la préfète sur notre antenne hier soir disait redouter effectivement la violence de plus d'un millier d'ultras qui seraient présents aujourd'hui, Gérald Darmanin a eu les mêmes propos et puis ce matin, dans les colonnes du Parisien, le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau également lui aussi exprime ses inquiétudes. C'est pour ça qu'un dispositif proportionné, comme ils disent, a été mis en place avec 3 200 policiers et gendarmes.

Le présentateur, Philippe Gaudin, endosse le même rôle de porte-parole des autorités : « *D'où les appels répétés ce matin des ministres aux manifestants pacifistes : ne vous mêlez pas aux casseurs. Voilà ce qu'a redit Christophe Béchu, le ministre de l'Écologie chez nos confrères de France Info.* » Quant à l'adjudant Christophe Barbier, il anticipe la conférence de presse que Gérald Darmanin donnera plus tard dans la journée² : « *[Les militants écologistes], ce sont des gens qui peuvent aussi être tentés d'installer à Sainte-Soline une ZAD. S'il y a une sorte d'abcès de fixation à Sainte-Soline comme il y en a eu un à Notre-Dame-des-Landes, le problème d'ordre public sera pérenne et la capacité à évacuer quasiment nulle.* »

Entre 10h et 12h, la communication préfectorale (à laquelle s'ajoute celle du procureur de Niort) tourne en boucle. Des extraits de communiqués sont lus et incrustés plusieurs fois à l'antenne et leurs actualisations, immédiatement médiatisées. Un exemple, à 10h31, Philippe Gaudin : « *[Une manifestation] sous haute tension, ça se confirme puisqu'à l'instant, la préfecture des Deux-Sèvres communique sur des individus effectivement qui ne sont pas des militants écologistes mais qui sont bien des casseurs.* »

Le « maintien de l'ordre » est le sujet numéro 1. Comme à l'accoutumée, des bribes de pluralisme

« J'ai quelques notes ici, qui sont des notes de la police, du renseignement territorial. »

Dominique Rizet



le LIVE "ACTIONS VIOLENTES" REDOUTÉES À SAINTE-SOLINE

le LIVE STE-SOLINE : LA PRÉFÈTE APPELLE À LA PRUDENCE

le LIVE STE-SOLINE : MANIFESTATION SOUS HAUTE TENSION

le LIVE STE-SOLINE : LE WEEK-END DE TOUS LES DANGERS ?

le LIVE SAINTE-SOLINE : L'ALERTE DE LA PRÉFÈTE



sont accordées aux opposants. À 10h15, la secrétaire nationale d'EELV, Marine Tondelier, dispose d'une minute et vingt-cinq secondes en duplex pour mettre à l'agenda les « enjeux autour de l'accaparement de l'eau » et des méga-bassines, avant de critiquer les directives du ministère de l'Intérieur lors d'une seconde prise de parole: « Je précise qu'aujourd'hui à Sainte-Soline, il n'y a rien à détruire, elle n'est pas construite cette bassine, il y a un trou! Donc est-ce qu'il faut faire venir 3 200 gendarmes, 13 hélicoptères et le GIGN pour défendre un trou? Je n'en suis pas sûre... »

Fondamental, le questionnement devrait être abordé par les journalistes eux-mêmes. Mais dès lors que ces journalistes considèrent les forces de l'ordre et les autorités comme des sources fiables et objectives et non comme une partie du conflit en cours, ce questionnement critique du « maintien de l'ordre » est impensable et impossible sur BFM-TV. Partant, la responsabilité des affrontements – bien réels, et d'une rare intensité – en début d'après-midi incombera aux seuls manifestants et les violences feront « naturellement » l'objet d'injonctions journalistiques – les « condamner », s'en « désolidariser » – à sens unique, c'est-à-dire à destination exclusive des élus de gauche ou des responsables associatifs présents lors de la manifestation. En voilà un cadrage parfaitement verrouillé...

Les symptômes du journalisme de préfecture sont multiples. Citons, également, les intervenants sollicités en plateau entre 12h et 15h, soit au plus fort des affrontements: Jean-Paul Nascimento (« secrétaire national CRS UNSA Police »), Nassima Djebli (« lieutenant colonelle, porte-parole de la gendarmerie »), quelques éditorialistes et journalistes politique maison dont certains réputés pour leur accompagnement frénétique du « maintien de l'ordre » (Christophe Barbier, notamment), ou Anne-Charlène Bezzina, la constitutionnaliste préférée de BFM-TV, visiblement spécialiste, ce jour-là, du « maintien de l'ordre », de la communication gouvernementale, des mili-

tants écologistes, des méga-bassines, bref... spécialiste de « l'actualité du jour ». Intervenants auxquels s'ajoutent des duplex ou des retransmissions avec Bertrand Cavallier (« général de division de gendarmerie et spécialiste du maintien de l'ordre »), Emmanuelle Dubée (préfète des Deux-Sèvres), Johan Cavallero (« délégué national CRS du syndicat Alliance »). Puis, à 15h, cette petite coquetterie: la présentatrice affirme que BFM-TV « aimerait avoir l'avis de la parole d'agriculteur » et introduit pour ce faire Joël Limouzin... vice-président de la FNSEA, président de la chambre d'agriculture de Vendée, évidemment favorable au projet de méga-bassine.

Noyées dans les discours ultra-sécuritaires, Eva Sas et Sandra Regol (députées EELV en plateau pour l'une et en duplex pour l'autre) interviendront quelques minutes en guise de caution... À la première, Philippe Gaudin accorde une brève question sur les raisons de la mobilisation avant d'en venir à son principal objectif: délégitimer l'action des écologistes et criminaliser leur présence sur le site. Il est alors 12h, soit avant que le moindre affrontement ait eu lieu: – Plusieurs de vos collègues sont sur place. Est-ce que c'est leur place? Comme le dit Christophe Béchu, est-ce qu'il faut se mêler à ces manifestations interdites?

– Avec un risque de violences fortes, on le rappelle. 3 200 policiers et gendarmes qui sont mobilisés. On va vous montrer quelques photos des objets qui ont été récupérés ce matin par les forces de l'ordre. Des objets qui, évidemment, laissent peu de doutes sur la mobilisation de certains casseurs qui sont présents...

Une demi-heure plus tard, le présentateur revient à la charge – « Est-ce que c'est la place d'élus d'être dans des manifestations interdites? En raison des risques et quand on voit ces images, ces saisies et ces risques

Le lexique employé pour caractériser les opposants sera celui de la police. La hiérarchisation et la temporalité des événements rapportés seront celles de la police.

1. Lire « Manifestation de la police: les chaînes d'info co-écrivent l'histoire avec les syndicats de police », Acrimed, 24 mai 2021.

2. À 17h, le ministre de l'Intérieur déclarera: « Il n'y aura pas de ZAD qui va s'installer à Sainte-Soline. »

de débordements?» – avant de couper la députée dans sa réponse: «Je me permets, je vous interromps: la préfète des Deux-Sèvres qui s'exprime!» Et de rebondir après «la priorité au direct»:

Un millier de casseurs, d'ultra-violents, pour reprendre les mots qui ont été employés... C'est beaucoup! [...] D'où le dispositif qui a été mis en place, qui est assez exceptionnel également avec différents moyens pour faire face à ces casseurs.

«Est-ce que c'est la place d'élus d'être dans des manifestations interdites?»

Philippe Gaudin

Avant de reposer, pour la troisième fois, la même question à Eva Sas: *Est-ce qu'il n'y avait pas un autre moyen, pour les écologistes, pour les militants pacifistes opposés à ces projets de méga-bassine, de se faire entendre que d'être aujourd'hui sur ce site où on redoute ces affrontements avec un millier de casseurs?*

Circulez!

Mêmes les «envoyés spéciaux» de la chaîne ne résistent pas au cadrage sécuritaire au moment d'intervenir à l'antenne. À 11h32 par exemple, le journaliste sur place évoque «différentes prises de parole de différents collectifs qui sont à l'origine de cette manifestation»... dont les téléspectateurs n'auront strictement aucun écho. À défaut, et comme pour suivre les consignes éditoriales, l'«envoyé spécial» se fend d'un bilan d'étape qui ne diffère en rien de ce que d'autres journalistes, en plateau, à Paris, répètent depuis le début de la journée:

Les forces de l'ordre surveillent tout ça depuis le ciel avec les hélicoptères qui passent très régulièrement au-dessus de nos têtes depuis ce matin. L'action et donc peut-être cet après-midi, plus que de l'action, on ne sait jamais, il peut y avoir effectivement avec le nombre de forces de gendarmerie qui sont mobilisées aujourd'hui [...] des affrontements.

Pour un témoignage de manifestant³, dont on voit, en fond d'écran, un des cortèges s'éloigner, on repassera.

«Des images à vous montrer, celles tournées par la gendarmerie à l'intérieur d'un véhicule de gendarmerie.»

Philippe Gaudin

Mentionnons, enfin, le recours désormais routinisé aux images/vidéos fournies par le ministère de l'Intérieur, diffusées aux alentours de 16h30, mais aussi à celles de la gendarmerie nationale, diffusées dans la soirée après 22h de façon à ce que BFM-TV puisse rejouer un film déjà vu et revu de manière augmentée... Sans oublier, dès 12h30 puis à de nombreuses reprises au cours de la journée, les photos des «saisies» de la police et le lendemain matin, l'enthousiasme de Philippe Gaudin, annonçant aux téléspectateurs «des images à vous

montrer, celles tournées par la gendarmerie à l'intérieur d'un véhicule de gendarmerie. On est au moment où les casseurs s'en prennent aux gendarmes».

Le compte Twitter de la première chaîne d'information en continu témoigne bien de l'emballage éditorial à sens unique⁴. À partir de la mi-journée en effet, le réseau social de BFM-TV est à l'image d'une antenne 100% sécuritaire: entre 12h51 et 13h58, soit une heure, ce ne sont pas moins de onze tweets relayant, pêle-mêle, l'appel de la préfète des Deux-Sèvres à «quitter ce cortège dès qu'ils le peuvent, à se désolidariser des groupes violents et à quitter le périmètre interdit à la manifestation»; une dépêche AFP consacrée aux «1 000 radicaux»; les communiqués de la gendarmerie relatant «des mortiers d'artifice et des explosifs utilisés par les manifestants»; les déclarations du délégué national du syndicat CRS Alliance – «On est face à [...] des criminels. [...] À un moment, faut arrêter de dire que ce sont des casseurs, ce sont des criminels.» (Johan Cavallero); etc. Le tout sur fond d'incendie des véhicules de gendarmerie à l'antenne et, sur le site de BFM-TV, d'une pluie d'articles et d'«alertes info» sur le fil d'actualités. Exemples:

– 12h50: «Sainte-Soline: la préfète des Deux-Sèvres confirme la présence "d'au moins 1 000 personnes" prêtes à en découdre»

– 12h54: «Sainte-Soline: "des haches, des machettes et des couteaux" ont été trouvés sur certains manifestants, alerte la préfète des Deux-Sèvres»

– 13h06: «Boules de pétanque, haches saisies: 11 personnes en garde à vue avant la manifestation dans les Deux-Sèvres»

– 13h09: «Mégabassines de Sainte-Soline: "1 000 radicaux" sur place, des affrontements avec les forces de l'ordre»

– 13h10: «Sainte-Soline: premiers affrontements entre manifestants et forces de l'ordre»

– 13h33: «Sainte-Soline: des véhicules des forces de l'ordre incendiés par des militants»

Et ce sans compter les érucciations de certains élus, dont les tweets méritaient visiblement d'être relayés par BFM-TV. Ainsi de cet entrefilet, publié à 16h29: «Le patron des LR Eric Ciotti fustige des "terroristes" qui "veulent abattre la France"».

Ne donnant qu'une vision partielle – et partielle – des événements en cours, BFM-TV accordera évidemment une oreille plus qu'attentive aux déclarations de Gérald Darmanin. Dès 13h20, la chaîne devient ainsi la caisse de résonance d'une communication gouvernementale outrancière: «Nous verrons des images extrêmement dures parce qu'il y a une très grande mobilisation de l'extrême gauche et de ceux qui veulent s'en prendre aux gendarmes et peut-être tuer des gendarmes et tuer les institutions». Ce sont les mots



de *Gérald Darmanin hier*» rappelle opportunément la présentatrice, tandis qu'une heure plus tard, un tweet (encore...!) du ministre fait l'objet d'un sujet à l'antenne. Après une lecture publique des 200 signes en question – «*À Sainte-Soline, l'ultra-gauche et l'extrême gauche sont d'une extrême violence contre nos gendarmes. Inqualifiable, insupportable. Personne ne devrait tolérer cela. Soutien total à nos forces de l'ordre.*» –, la présentatrice abonde en exonérant le ministère de l'Intérieur de toute responsabilité dans la situation: *Il fallait s'attendre à une telle réaction du ministre de l'Intérieur, qui était préparé à ces heurts et de manière générale, [du] gouvernement, pour qui cette situation de tension était prévue et qu'il souhaitait éviter à tout prix.*

Ne donnant qu'une vision partielle – et partielle – des événements en cours, BFM-TV accordera évidemment une oreille plus qu'attentive aux déclarations de *Gérald Darmanin*.

Puis, le journaliste politique Mathieu Coache fait ce que l'on attend de tout bon journaliste politique, à savoir communiquer sur la communication: *[C'est le] scénario du pire pour le ministère de l'Intérieur en termes de communication. Ça ne veut pas dire d'ailleurs que les choses n'ont pas été maîtrisées correctement sur le terrain parce qu'on voit que là, il y a une accalmie, mais c'est vrai qu'en termes d'images, c'était ce qu'il fallait éviter.*

Une maîtrise tellement «correcte» que les organisateurs déploreront plus de 200 blessés à l'issue de la manifestation, dont plusieurs urgences vitales

3. Que l'on pouvait recueillir hors-champ, si ces derniers ne voulaient pas être filmés...

4. Entre 6h et 12h30, le déséquilibre est moins frappant qu'à l'antenne puisqu'on compte six tweets relayant dépêches ou extraits télé traitant du «maintien de l'ordre» et quatre publications relayant les interventions de Marine Tondelier (2), du groupe EELV (1) et d'Eva Sas (1).

et deux manifestants dans le coma... Mais à ce stade, BFM-TV ne semble guère s'en inquiéter, tout occupée à relayer le nombre de gendarmes blessés que lui communique à flux continu la police, et à anticiper le «point presse» du ministre de l'Intérieur, retransmis en direct pendant près d'un quart d'heure peu après 17h. Une déclaration qui fera l'objet de dix publications sur le fil Twitter de la chaîne, auxquelles s'ajouteront

les alertes de l'Élysée «condamn[ant] cette violence désinhibée sur tous les sujets» (17h44) et d'Élisabeth Borne «démon[trant] un déferlement de violence intolérable» et les «discours radicaux qui encouragent ces agissements» (19h50).

À la mi-journée et tout au long de l'après-midi, très peu de témoignages de manifestants – rapportés ou donnés à entendre – perceront l'antenne. Et quand ce sera le cas, BFM-TV saura leur réserver un accueil de choix... Peu avant 14h, on entendra ainsi l'«envoyé spécial» déclarer:

Je voulais vous raconter ce que m'a dit l'une des personnes tout à l'heure. [...] C'est une dame de 56 ans qui habite le département des Deux-Sèvres, qui est venue ici pour [...] expliquer via des pancartes, via des prises de parole devant les médias pourquoi elle est opposée à ce projet, pourquoi selon elle c'est un désastre écologique [...]. Sauf que voilà, son message a été volé. C'est ce qu'elle nous a expliqué. A été volé par des groupes de personnes qui sont venues en réalité plus pour s'en prendre aux forces de l'ordre que pour faire passer le message contre ce projet de méga-bassine.

Mais que dire du vol de l'«envoyé spécial» de BFM-TV, qui, malgré les «pancartes» et les «prises de parole devant les médias», n'a pas trouvé la moindre seconde pour faire écho ou donner à entendre les arguments de fond de cette dame contre les méga-bassines?

De A à Z ce 25 mars, il s'agit bel et bien d'un rapt policier de l'information. Qui s'est malheureusement poursuivi au cours de la journée, et qui a donné lieu, comme souvent lorsque sévit le journalisme de préfecture, à de vastes séquences de désinformation et d'interrogatoires des opposants. ■

SUR BFM-TV

DÉSINFORMATION

ET SOMMATIONS

Au-delà des contraintes pratiques et des routines professionnelles inhérentes au journalisme de préfecture, la question est bel et bien celle de l'idéologie du « maintien de l'ordre ».

L' inanité de « l'information en continu » – quand bien même des « envoyés spéciaux » sont sur le terrain, mais « à bonne distance des affrontements, on n'a pas pu voir », du propre aveu de l'un d'entre eux à 18h50 – s'est donnée à voir sur BFM-TV le 25 mars de façon spectaculaire: l'« information » en direct, c'est l'information des autorités. Peu importe que d'autres sources existent... et peu importent les mensonges.

Deux exemples. À 13h38, Pascale de la Tour du Pin lance son interlocuteur, le délégué national CRS du syndicat Alliance: « Johan Cavallero, on apprend à l'instant, et c'est une source policière qui nous donne cette information, qu'en ce moment, ces activistes [...] utilisent des mortiers et des explosifs contre les gendarmes. [...] Quels sont les moyens de réponse face à ça? » La journaliste se confondant totalement avec la police, la police est à son aise. Le syndicaliste déplore alors que « les moyens de réponse, on leur a retiré aux gendarmes! [...] On leur a retiré les grenades offensives, notamment de désencerclement. » Et il ajoute: « Ce qu'on voit sur votre chaîne, c'est juste des grenades lacrymogènes. [...] De ce qu'on voit, y a rien d'autre. » Un « état des lieux » qui s'avèrera mensonger¹, qu'il répétera (au moins) à quatre reprises, et qui sera repris et endossé sans la moindre vérifica-

tion par Pascale de la Tour du Pin: « D'accord. Ce sont des grenades lacrymogènes que les forces de l'ordre sont en train de tirer. » Heureusement que la chaîne disposait d'« envoyés spéciaux » à Sainte-Soline et qu'était présente, en plateau, Céline Pitelet, « journaliste fact-checking de BFM-TV »... Le journalisme largue tellement les amarres que la présentatrice en vient à demander à des intervenants policiers, en duplex, de commenter les « scènes » du direct, auxquelles ces derniers, sauf erreur de notre part, n'assistent pas: **Pascale de la Tour du Pin:** *Le général Bertrand Cavallier est avec nous. Général de division de gendarmerie spécialisé dans le maintien de l'ordre. Merci d'être avec nous en direct, vous venez d'échanger avec l'état-major et vous êtes en mesure, général, de nous dire ce qui est en train de se passer très exactement à Sainte-Soline, de nous expliquer les images que nous voyons en direct sur BFM-TV. Que se passe-t-il? Où en est-on, général?*

Autant lui confier directement les rênes et la présentation de l'émission, non?

Second exemple. À 17h07, le présentateur Ronald Guinrange annonce:

On rappelle ce bilan, 16 blessés côté gendarmes, 6 nécessitant une évacuation vers l'hôpital et un gendarme qui a été héliporté, grièvement blessé. Deux blessés, deux manifestants dont le pronostic vital est engagé, c'est pour l'instant le bilan qui nous est communiqué.

1. « Sainte-Soline: empêcher l'accès à la mégabassine, quel qu'en soit le coût humain », LDH, 26 mars 2023.

2. Quant aux « trois cortèges d'éléments radicaux », ça se passe de commentaires.

NOUS ALLONS INTERROGER
UNE MATRAQUE POUR AVOIR
SON SENTIMENT SUR LES
VIOLENCES DES ÉCOLOGISTES
RADICALISÉS.



Mais « communiqué » par qui ? À noter qu'en une demi-heure, le « bilan » de Ronald Guinrange passera de « deux manifestants dont le pronostic vital est engagé » à « un blessé grave côté manifestants » (17h36)... Même misère quelques instants plus tôt lorsque Dominique

Rizet fait la part belle à la communication de l'Intérieur, déjà diffusée en direct sur l'antenne :

On peut peut-être donner des chiffres hein, qui ont été rappelés par le ministre [Gérald Darmanin] : 1 000 manifestants ultra et extrême gauche, 24 gendarmes blessés dont un en urgence absolue, 6 manifestants blessés dont un en urgence absolue, 15 interpellations à Sainte-Soline depuis

**Présomption
d'objectivité pour
les uns... et de
mensonge pour les
autres?**

hier [...], trois cortèges d'éléments radicaux qui se sont regroupés ce matin [...].

« Des » chiffres, en effet, à nouveau délivrés quoique largement sous-estimés s'agissant des manifestants blessés²... Dès 15h30 pourtant, Léna Lazare, membre des Soulèvements de la Terre (co-organisateurs de la manifestation) et présente sur le site de la méga-bassine, intervenait en duplex à l'antenne et dénombrait, à l'instant T, « au moins 50 [blessés] » dont « des blessés graves et [...] 3 urgences vitales et 3 personnes inconscientes ».

Si prompts à relayer sans aucun recul récits et chiffres de la préfecture, les présentateurs et le service « police-justice » de BFM-TV laisseront davantage dans l'ombre les informations délivrées par les manifestants sur place concernant la répression. Présomption d'objectivité pour les uns... et de mensonge pour les autres ?

Il en est allé de même concernant les entraves aux secours. Dès 14h02, le compte Twitter officiel des Soulèvements de la Terre rapporte que « la police nous empêche d'accéder aux blessés, ils bloquent les routes et empêchent au Samu d'arriver. » Une information dont dispose la rédaction de BFM-TV, puisqu'elle fit l'objet d'un entrefilet sur le fil actualité du site de la chaîne à 14h12.

Malgré l'existence de ce témoignage, la journaliste « police-justice » Mélanie Bertrand laisse la primeur de l'information à ses « sources policières » qui affirment, par sa voix, à 15h22, que des manifestants « vindicatifs » « empêchent » l'arrivée des secours. Quelques minutes plus tard, dans son intervention à l'antenne précédemment citée, Léna Lazare affirmera : « Ce qui est le plus frappant, c'est que les forces de l'ordre ont empêché les ambulances d'arriver et de prendre en charge correctement ces blessés, notamment les urgences vitales. » Recadrage immédiat du présentateur : « Alors la préfecture dément hein, de son côté, que l'accès pour l'évacuation des blessés soit bloqué. » Léna Lazare ne s'en laisse pas compter, critiquant le dispositif policier initial, « extrêmement agressif » pour un simple « cratère vide » et réitère : « Il y a la Ligue des droits de l'Homme, voilà donc des observateurs indépendants qui ont confirmé cette histoire d'ambulance qui a été bloquée par des forces de l'ordre

«L'État avance au pas de charge, c'est ce que vous dites, sur ce dossier, mais ça ne justifie pas les violences qui sont employées! Vous ne pouvez pas cautionner ça!»
Pascale de la Tour du Pin

malgré le fait que la préfecture démente.» Mais en plateau, après son intervention, la journaliste «police-justice» la reprend sur la base d'un «La préfecture nous indiquait que», relayant donc à nouveau sans conditionnel le message de cette dernière, selon lequel «la

progression des secours était compliquée en raison notamment de la présence de manifestants hostiles» (15h41).

ENTRAVE DES SECOURS: LES ŒILLÈRES DE BFM-TV

BFM-TV pouvait encore creuser davantage. En l'occurrence, sur son plateau de 18h à 19h, animé par Pascale de la Tour du Pin. Sont présents Dominique Rizet, à nouveau, mais également deux représen-

tants de la police – Jean-Christophe Couvy (secrétaire national du syndicat Unité SGP Police FO) et Jean-Paul Nascimento (secrétaire national CRS UNSA-Police), Sébastien Leurquin, «journaliste, auteur de *L'affrontement qui vient: de l'éco-résistance à l'éco-terrorisme*», et enfin, Bruno Jeudy et Mathieu Coache, tous deux éditeur et journaliste politique à BFM-TV³. Le premier reste, comme de coutume, au chevet des policiers, lesquels ont adopté selon lui une «attitude passive. C'est pas très élégant, c'est pas très beau, ça ne doit pas être très agréable pour [les gendarmes]. [Ils] reçoivent, reçoivent et donc ça donne ces images de personnes qui lancent des objets aux gendarmes qui ne bougent pas jusqu'à ce qu'on leur dise "allez-y". Et là, visiblement, on ne leur a pas dit ça.»

Tellement «passifs» qu'ils tirèrent 4 000 grenades selon le très gauchiste *Figaro*, chiffre que rehaussera *Libération* en relayant le décompte des autorités elles-mêmes – qui rapportent que «5 015 grenades lacrymogènes ont été tirées, ainsi que 89 grenades de désencerclement GENL, 40 dispositifs déflagrants ASSR» mais aussi «81 tirs de LBD»⁴...

Noyé dans un entre-soi policier, le plateau est perturbé à 18h30 par l'arrivée de Benoît Bateau,

eurodéputé écologiste présent dans la manifestation, qui jette un pavé dans la mare: «Les premiers à avoir déclenché des tirs sont les forces de l'ordre» argue-t-il avant de continuer, difficilement, son propos, interrompu par une présentatrice soucieuse de lui opposer «la bonne parole»:

– **Benoît Bateau:** [Les élus ont été] complètement gazés avec des grenades assourdissantes en plein milieu de la zone d'infirmerie, où il y avait des gens qui étaient en grave difficulté de santé. Et bien je vous le dis, ça ne respecte plus aucune éthique! Ça ne respecte [coupé].

– **Pascale de la Tour du Pin:** Benoît Bateau, on comprend votre colère, et on ne remet pas en cause ce que vous avez vécu. Gérald Darmanin, lui, a dit l'inverse tout à l'heure. Il s'est exprimé aux alentours de 17h.

– **Benoît Bateau:** Gérald Darmanin était pas sur place! Moi, j'étais sur place!

– **Pascale de la Tour du Pin:** Il a dit que c'était des manifestants qui avaient empêché les forces de l'ordre de faire évacuer les blessés et on ne remet pas en cause ce que vous dites...

– **Benoît Bateau:** C'est faux! C'est absolument faux! Vous voulez que je vous dise? On a dû appeler le cabinet de madame Borne pour déclencher la venue du Samu sur place! Et une fois qu'on a eu appelé madame Borne, le Samu s'est déplacé! Donc c'est absolument faux, monsieur Darmanin, il était pas sur place, moi je peux témoigner et j'ai des images à votre disposition si vous voulez pour vous montrer ce que j'ai vu!

Cette propension systématique à décrédibiliser tout témoignage discordant (des voix institutionnelles) ne s'exerce évidemment que dans un sens... Et lorsque Benoît Bateau affirme que le gouvernement a contribué à créer «les conditions des affrontements [...] quand à ce point l'État piétine l'État de droit et la démocratie, quand la justice s'est prononcée et que malgré ça, on avance au pas de charge», c'en est trop pour la présentatrice:

Pascale de la Tour du Pin: Benoît Bateau, Benoît Bateau! Benoît Bateau, l'État avance au pas de charge, c'est ce que vous dites, sur ce dossier, mais ça ne justifie pas les violences qui sont employées! Vous ne pouvez pas cautionner ça! Vous les avez condamnées...

Aucun des intervenants en plateau n'était sur place: «Je n'y étais pas, je ne vais pas parler de ce que je vois pas» dira par exemple le syndicaliste policier Jean-Christophe Couvy... avant de finalement parler de ce qu'il n'avait pas vu. Au milieu de cette cohue sécuritaire, le journaliste Sébastien Leurquin ouvre une brèche en remettant le sujet des entraves policières aux secours sur la table: «Les organisateurs, apparemment, expliquent que les ambulances du Samu auraient été bloquées et ça a été constaté, apparemment,

3. Interviendront en duplex au cours de l'émission Benoît Bateau, «eurodéputé et paysan charentais»; François Petorin, «administrateur de la Coopérative de l'eau des Deux-Sèvres, agriculteur» et Bertrand Cavallier, «général de division (25) de gendarmerie, spécialiste du maintien de l'ordre».

4. Et dès le 26 mars, *Libération* précisait que les grenades furent lancées «en moins de deux heures. Soit environ une toutes les deux secondes», avant de détailler davantage le panel «des armes de guerre employées sans retenue», sans oublier l'usage de quads, depuis lesquels les «forces de l'ordre» ont tiré des «gag lacrymogènes, puis des GM2L», mais aussi au LBD sur les manifestants...

par la LDH qui était sur place.» Le syndicaliste policier Jean-Paul Nascimento dément en affirmant :

« On attend des consignes de la hiérarchie. » La présentatrice le relance : « Oui, mais enfin, quand même, quand il y a des blessés, c'est normal de laisser rentrer les ambulances non, même si vous n'avez pas reçu l'ordre ? » C'est alors qu'intervient « l'expert » pour recadrer l'animatrice :

Dominique Rizet : *Vous ne parlez pas la même langue. Tous les deux, vous ne parlez pas la même langue ! Jean-Paul Nascimento a raison. [...] Est-ce qu'on peut imaginer une seule seconde que des policiers ou des gendarmes vont regarder des gens mourir sur le terrain, des manifestants blessés et empêcher le Samu d'approcher ? Bien sûr que non ! Ça n'existe pas ! Ça n'existe que dans des têtes farfelues hein !*

Les « têtes farfelues » de la LDH, des organisateurs, de députés, de journalistes soucieux d'enquêter et de bien d'autres témoins apprécieront. Les 28 et 29 mars, *Le Monde* d'abord et Mediapart ensuite publieront un enregistrement « qui prouve que le SAMU n'a pas eu le droit d'intervenir » et « enfonce les autorités ». Autorités qui, de leur côté, continuent de se défendre de toute entrave.

Mal à l'aise, la présentatrice s'auto-corrige, comme pour montrer patte blanche à Dominique Rizet :

Pascale de la Tour du Pin : *Il s'agissait, en fait... le travail des forces de l'ordre, c'était de sécuriser évidemment l'évacuation des blessés et peut-être que Benoît Biteau a assisté à une scène où une ambulance n'a pas pu passer parce qu'elle n'était pas en sécurité pour aller évacuer des personnes.*

“Est-ce que vous condamnez les violences auxquelles nous avons assisté à la mi-journée ?”

Pascale de la Tour du Pin

Un journaliste de terrain intervient alors pour donner les deux versions mais rappeler dûment la parole officielle de Gérald Darmanin, qui « dit qu'à l'inverse, ce sont les forces de l'ordre qui ont été attaquées au moment où elles voulaient faciliter l'arrivée des secours ». Après quoi l'un des syndicalistes policiers « corrobore » en parlant

de « petit couac » – « les ambulances étaient sécurisées par des gendarmes, [...] donc il fallait que [...] eux puissent y aller sans que eux se fassent agresser » –, paraphrasé par Dominique Rizet :

Dominique Rizet : *Non mais ça me paraît une évidence ! Il n'y a même pas à discuter quoi... je veux dire ! Si des manifestants sont*

blessés, des secours vont être autorisés à passer ! Si les secours n'ont pas été autorisés à passer à ce moment-là, c'est que les circonstances faisaient que ça n'était pas le moment pour les ambulances. Malheureusement pour les blessés hein. Et on le déplore. [...] Si on prend chaque élément et qu'on essaye de tordre la vérité comme ce micro pour en faire absolument un micro qui va aller par là plutôt que par ici...

Et en matière de torsion du réel, nous avons là un grand expert. En tout état de cause,

il y avait visiblement à discuter...

TAPIS ROUGES POUR LES UNS, RAPPELS À L'ORDRE POUR LES AUTRES

S'ensuivra, à 19h, un plateau tout chaud pour Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, intervenant seul face aux journalistes pendant plus de vingt minutes pour fustiger « des éléments très radicalisés » et vanter « le projet vertueux » des méga-bassines. Après quoi le porte-parole du collectif « Bassines non merci ! », Julien Le Guet, est invité en duplex pour n'essayer qu'injonctions et sommations. Pascale de la Tour du Pin entame l'interrogatoire comme il se doit : « Je voudrais qu'on fasse un point sur cette journée, journée de violences, c'est quand même ce qu'on retiendra. Ces affrontements. » Ayant l'outrecuidance non seulement de pointer qu'il retiendra tout autre chose de cette mobilisation de 30 000 personnes, mais également de dénoncer les violences policières et le « piège tendu depuis trois jours par le gouvernement », la présentatrice ne se tient plus. Florilège :

– **Pascale de la Tour du Pin :** *Julien Le Guet, euh... d'abord, est-ce que vous pouvez dire un mot sur ces violences ? Est-ce que vous condamnez les violences auxquelles nous avons assisté à la mi-journée ?*

– **Julien Le Guet :** *Je condamne les violences d'État. Je condamne notre gouvernement d'avoir [coupé]*

– **Pascale de la Tour du Pin :** *Mais toute forme de violence, Julien Le Guet ! Toute forme de violence ! Parce que les personnes*



qui étaient là en première ligne et qui en décousaient avec les forces de l'ordre étaient également armées!

– **Julien Le Guet**: Vous confondez la tyrannie et la résistance. [Soupirs en plateau.] Les gens qui étaient opposés aux forces de l'ordre, c'est pas eux qui étaient armés lourdement, c'est pas eux qui sont venus avec des bombes de désencerclement [coupé]

– **Pascale de la Tour du Pin**: Alors Julien Le Guet, si! Si! Effectivement y a 4 000 grenades qui ont été tirées du côté des forces de l'ordre, mais les activistes qui étaient en première loge face aux forces de l'ordre ont aussi jeté des projectiles. [...] Y avait des mortiers également, y avait des mortiers! Il y avait des tirs d'artifice. Des machettes ont été retrouvées, des mortiers d'artifice. [...] Julien Le Guet! Julien Le Guet! Julien Le Guet! Enfin, il faut reconnaître les choses! Il y avait des activistes qui étaient là aussi pour en découdre avec les forces de l'ordre! Qui étaient venues pour en découdre avec les forces de l'ordre! Vous ne pouvez pas le nier ça! [...]

– **Julien Le Guet**: On est face à un gouvernement [interrompu], non mais excusez-moi, c'est très important que vous vous en rendiez compte, on est face à un gouvernement qui depuis trois jours prépare l'opinion publique à ce qu'il y ait un mort en manifestation [coupé]

– **Pascale de la Tour du Pin**: Non! Vous ne pouvez pas dire ça Julien Le Guet! Vous ne pouvez pas dire ça! Le gouvernement a dit que les affrontements seraient violents, il n'a pas parlé de mort. [Julien Le Guet: Vous êtes qui?! Vous êtes journaliste?!] Il n'a pas parlé de mort. Le gouvernement n'a pas parlé de mort! Si vous le permettez, si vous le permettez [inaudible]

– **Julien Le Guet**: Gérald Darmanin a dit que des gens souhaitaient la mort de gendarmes dans nos rangs! Il l'a dit textuellement, donc vous êtes journaliste, vous sourcez vos propos!

– **Pascale de la Tour du Pin**: Oui mais il n'a pas dit qu'il y aurait des morts après cette mobilisation. Juste, je voudrais, si vous le permettez, Julien Le Guet, écouter la réponse de Jean-Christophe Couvy qui est secrétaire général syndicat Unité SGP Police FO. Est-ce que vous pouvez expliquer, vous, du côté des forces de l'ordre?

Tant la parole policière faisait défaut. Ce dernier affirmera: «Moi quand j'écoute ce monsieur, je me dis qu'on est vraiment dans l'idéologie! On ne peut même pas parler de toute façon, il est sûr d'avoir raison!» Une belle conclusion de type «réalité alternative». Car si idéologie il y eut tout au long de la journée à l'antenne, ce fut indiscutablement celle du maintien de

5. Lire «Manifs: cascade de "notes du renseignement" dans les médias», Arrêt sur images, 29 mars 2023.

l'ordre. Quant à l'expression libre, elle ne fut, de toute évidence, pas du tout du côté des opposants.

Sur le plateau de 17h, déjà, Léna Lazare (en duplex) ne campait pas du tout le rôle attendu de la bonne oppo-

sante. Son refus de « déplorer » et de « condamner » la violence des manifestants tout en dénonçant « la violence du dispositif d'État » lui valut en effet plusieurs rappels à l'ordre. De Ronald Guinrange, d'abord :

Je vous entends avec attention Léna Lazare, mais je voudrais quand même revenir sur ce que vous voulez dire, c'est que vous ne condamnez pas des gens qui visiblement, viennent de l'étranger, qui n'ont pas grand-chose à voir, apparemment encore hein, avec le combat légitime que vous menez et qui vont brûler des véhicules de la gendarmerie, qui arrivent protégés, armés, qui s'en prennent directement à ces forces de l'ordre ! C'est quelque chose que vous ne condamnez pas ? Et que vous soutenez ?

D'Émilie Zapalski – « communicante, fondatrice de l'agence Émilie Conseil » – ensuite : « Bah c'est compliqué [...] d'entendre ça, parce que ça décrédibilise un petit peu la cause. » De Dominique Rizet, bien sûr :

Moi, je voudrais défendre un peu nos forces de l'ordre quand même ! Parce que quand on entend Léna Lazare [...] qui nous dit tout de suite « je refuse de condamner les violences » et qu'elle nous parle de l'agressivité des forces de l'ordre... ! Je vous rappelle quand même qu'on a vu des colonnes d'hommes en ordre de marche à Sainte-Soline, équipés, armés, avec des casques, des masques de ski, des masques lacrymogènes, qui transportent des marteaux, des haches, des hachettes ! Enfin ça n'a pas été inventé ces objets ! Ils ont bien été saisis sur eux ! Ces boules de pétanque, tous ces objets ! Donc ce sont des colonnes d'hommes en armes, préparés, qui montent dans la manifestation. Cette dame, [...] j'imagine qu'elle a marché comme on l'a vu ici, avec ses cheveux libres, un blouson, dans un groupe de personnes pacifiques [...]. Comment se fait-il qu'elle ne puisse pas dire : « Effectivement, on déplore que des gens s'habillent comme ça et nous accompagnent [...] » ? !

Et de Roland Cayrol, enfin, qui pointera du doigt, après 22h, un discours « extrêmement grave ». Fermez le ban.

“Moi, je voudrais défendre un peu nos forces de l'ordre quand même!” Dominique Rizet

Les jours suivants, BFM-TV pourra recueillir des témoignages contradictoires, en particulier sur la temporalité des événements ou les entraves policières aux secours. Mais en tout état de cause, le mal était déjà (largement) fait : face à une répression d'ampleur – dont de nombreux reporters indépendants, collectifs des droits humains et titres de presse ont fait état – ayant y compris blessé et touché des journalistes, BFM-TV a instinctivement serré les rangs en piétinant le droit d'être informé, tout en légitimant la répression de A à Z.

Biberonné à la communication des institutions coercitives, le journalisme de préfecture a donné toute sa mesure et révélé, une fois de plus, le caractère oxymorique de « l'information en continu ». Si les journalistes et consultants « police-justice » sont en première ligne, les présentateurs sont leur porte-voix tandis que les « journalistes politiques » occupent la base arrière, entièrement occupés à dissenter sur la fonction que pourrait remplir ce qu'ils appellent (et ne vivent que comme)... des « images » : « C'est important pour Gérald Darmanin et Emmanuel Macron de se placer en défenseurs de l'ordre et espérer, peut-être, qu'à un moment, l'opinion publique va se laisser aussi de ces images extrêmement violentes, et ne va plus soutenir autant ce mouvement contre la réforme des retraites, parce que c'est aussi de cela qu'on parle. Pour le moment, elle est largement soutenue. Ça peut changer avec ce type d'images. » (Mathieu Coache) Avec des médias comme ceux-ci – et d'autres, guère mieux disposés à exercer leur rôle de « contre-pouvoir »⁵ –, les mensonges et l'autoritarisme de l'État ont encore de beaux jours devant eux... ■

Biberonné à la communication des institutions coercitives, le journalisme de préfecture a donné toute sa mesure.

QUAND LA CRITIQUE DES MÉDIAS VIENT DES RÉDACTIONS

Au *Parisien* et à France Télévisions, des sociétés de journalistes (SDJ) et des organisations syndicales ont pris position contre le traitement réservé par leur média à la mobilisation contre la réforme des retraites.

AU PARISIEN, SDJ ET SECTIONS SYNDICALES CRITIQUENT UNE «DÉRIVE ÉDITORIALE»

Le 30 mars, dans un article d'Arrêt sur images¹, on apprenait que la SDJ du *Parisien* avait émis la veille un communiqué interne «sur le traitement éditorial de la réforme des retraites et du mouvement social».

«Premier grief, explique Arrêt sur images: en 2023, "toutes les grandes interviews de Une" ont été dédiées soit à des membres du gouvernement, soit au chef du groupe LR au Sénat, "en tout cas uniquement avec des partisans de cette réforme largement contestée dans l'opinion et au parlement", établit la SDJ.» Ce que nous signalions, d'ailleurs, dans le numéro précédent².

Deuxième grief, toujours rapporté par Arrêt sur images: «La SDJ s'est émue des éditos dans leur grande majorité favorables à la réforme. Là encore, pas d'équilibre des opinions.»

Le syndicat de journalistes SGJ-FO partage le constat d'un «traitement partial qui s'exprime [...] dans

les éditos et les choix opérés par la direction de la rédaction: Unes, interviews, portion congrue réservée aux paroles de grévistes et manifestants... Il faut y ajouter la publication très marginale dans le journal papier d'articles consacrés aux violences des forces de l'ordre à l'égard des manifestants et des journalistes, qui ont émaillé les dernières manifestations.» Puis de conclure: «La course à l'audience, au "sujet qui marche", l'abandon revendiqué de thématiques ou rubriques, et la recherche permanente d'économies au détriment des conditions de travail font aussi le lit de ces "biais éditoriaux" qui suscitent la colère légitime des journalistes de la rédaction.»

Le 1^{er} avril, sur Twitter, c'est le SNJ qui relaie un communiqué de sa section du *Parisien-Aujourd'hui en France*:

«Les Unes partisans et biaisées, notamment sur le traitement de la réforme des retraites ces dernières semaines, ne se comptent plus.» Et plus loin:

A cette dérive éditoriale s'ajoutent bien d'autres soucis que doivent affronter au quotidien les journalistes de cette rédaction. A commencer par une organisation dont la verticalité assèche totale-

«La SDJ du Parisien s'est émue des éditos dans leur grande majorité favorables à la réforme.»
Arrêt sur images

1. «Retraites: la rédaction du "Parisien" dénonce ses Unes pro-réforme», Arrêt sur images, 30 mars 2023.

2. «Le Parisien, caisse de résonance du pouvoir», *Médiacritiques* n°46, avr.-juin 2023, p. 47.

3. «Le refrain médiatique des conflits sociaux», *Médiacritiques* n°45, janv.-mars 2023, p. 30.

ment notre capacité collective à la réflexion autour des sujets que nous traitons. Où sont passées [sic] les débriefs, les moments qui permettent de débattre de l'intérêt de tel ou tel angle, de tel ou tel interlocuteur à qui ouvrir nos colonnes? L'information remonte de moins en moins du terrain mais ruisselle de plus en plus du haut d'une pyramide, où culmine depuis une direction de la rédaction incarnée par un seul homme. La course à l'audience est devenue le principal baromètre de notre activité journalistique.

FRANCE 3 SE REBIFFE, NATHALIE SAINT-CRICQ REMISE EN QUESTION

Le 27 mars, la Société des Journalistes de France 3 Rédaction Nationale publie un communiqué dans lequel elle dénonce le « mauvais traitement » réservé à la réforme des retraites et à la mobilisation sociale: « La hiérarchie de l'information s'inverse. La violence des casseurs prend le pas sur les manifestants. »; « Pas une soirée spéciale sur France 2 comme sur France 3, avant que la loi ne soit votée! »; « Un soin tout particulier à ne pas évoquer les violences policières »...

Le lendemain (28 mars), c'est la CGT France Télévisions qui dit « stop aux éditos de groupie », la « groupie » n'étant autre que Nathalie Saint-Cricq: « À chaque apparition en plateau, l'éditorialiste politique de France-télévisions déverse sa déférence, plutôt que son indépendance. Courtiser plutôt qu'analyser, voilà la véritable honte du service public. Dans quel autre pays peut-on entendre une journaliste expliquer la révolte populaire par la personnalité d'un président qui "réussit, qui est jeune, qui est diplômé et qui est riche". »

“Les Unes partisanes et biaisées, notamment sur le traitement de la réforme des retraites ces dernières semaines, ne se comptent plus.”

SNJ du Parisien

“Un soin tout particulier à ne pas évoquer les violences policières.”

SDJ France 3

“À chaque apparition en plateau, l'éditorialiste politique de France Télévisions déverse sa déférence, plutôt que son indépendance.”

CGT France Télévisions

Ou encore:

Ce n'est pas sur les plateaux TV, entourée par les autres chiens de garde qui vont à la soupe à l'Elysée, qu'une groupie peut sentir et comprendre le pays. Cette déconnexion effarante contribue pleinement à la montée de la défiance des téléspectateurs envers nos éditions

et émissions d'information. Les équipes sur le terrain peuvent en témoigner. Elles entendent de plus en plus de reproches et d'invectives sur les tournages en manif ou sur les piquets de grève à cause de ses propos délirants. Le traitement partisan et orienté parisien n'est plus tolérable sur nos antennes. Le public est en droit d'attendre autre chose que des opinions de la part de ceux qui s'expriment au nom de France Télévisions [sic].

La démarche est salutaire, et on ne peut que se satisfaire de voir ces journalistes remettre en cause la dépossession de leur travail et les pratiques de leurs directions. Dans le *Médiacritiques* n°45³, nous relevons déjà des prises de position fermes de la SDJ et des organisations syndicales du *Parisien*, et celles de la CGT France Télévisions, certes minoritaires dans la profession, mais qui montrent la voie à leurs confrères en rappelant l'importance de confier les décisions éditoriales aux rédactions, plutôt qu'aux chefferies et autres éditocrates. ■

MÉDIATION OU SERVICE APRÈS-VENTE?

Composition des plateaux télé: sur France Télévisions, on s'autocongratule.

« **C**haque jour, ou presque, nous recevons à la médiation des courriels qui critiquent la qualité ou la pertinence de tel ou tel invité. C'est vraiment un sujet d'irritation récurrent pour certains d'entre vous, et un problème de crédibilité comme de confiance pour les médias » introduit le médiateur de France Télévisions, Jérôme Cathala, le 12 avril sur France 3. Et pour atténuer « l'irritation » et rétablir la « confiance », rien de tel qu'une petite cause-rie dans un douillet entre-soi: sont conviés en plateau Bruno Gaston, producteur de « C à vous » et « C dans l'air »; Nicolas Daniel, directeur des magazines de France Télévisions; et Gilles Bornstein, présentateur de l'émission « Votre instant politique » (Franceinfo), éditorialiste, et rédacteur en chef de l'émission « L'événement » (France 2). En d'autres termes, le pouvoir éditorial se répond à lui-même¹.

L'exercice du médiateur, sur France Télévisions comme partout ailleurs, est rodé: il s'agit généralement de montrer, « dans l'explication et la pédagogie », que tout va bien dans le meilleur des mondes. De confisquer la parole, tout en feignant de la prendre en compte. De faire croire que l'on « entend » les reproches, pour mieux asséner que ces derniers sont infondés. Comment pourrait-il en être autrement puisque la

critique médiatique n'est autorisée que sous la forme de témoignages de téléspectateurs mécontents, dont quelques lignes sont généralement lues ou résumées à l'antenne? Un dispositif confortable, qui ignore superbement études et travaux étayés, qui analyseraient par exemple les travers des émissions d'actualité politique. Le catalogue d'Acrimed en est pourtant garni, qu'il s'agisse d'articles concernant l'entre-soi des plateaux de « C dans l'air », le déséquilibre et la partialité de ceux de « C à vous » (que nous critiquons dans le numéro précédent²) ou encore de la médiocrité des émissions politiques « spéciales » de France 2³.

Un médiateur – censément indépendant – se doit de tenir compte de la parole des deux parties pour proposer une solution. Le médiateur médiatique, lui, porte aux oreilles des haut-gradés de l'entreprise qui l'emploie ce qu'il veut bien retenir des critiques qu'il reçoit. Écoutons-le dans ses œuvres: « *Il y a une certaine incompréhension, Bruno Gaston, de la part des téléspectateurs, et notamment des fidèles de « C dans l'air » [...] ils se demandent parfois pourquoi on revoit régulièrement les mêmes personnes sur le plateau* ». C'est ce qui s'appelle prendre des pincettes! On le voit, il s'agit avant tout de permettre au mis en cause de se dédouaner... sans contradiction:

1. Un téléspectateur était présent « en distanciel », destinataire (très) compréhensif des exercices de pédagogie des professionnels.

2. « Les débats déséquilibrés de "C à vous" », *Médiacritiques* n°46, avr-juin 2023, p. 26.

3. Lire « Soirée mondaine entre éditocrates sur France 2 », *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 16.

4. Lire « Plantages en série », *Médiacritiques* n°34, janv.-mars 2020, p. 19.

5. Lire « Critiquer les médias dans les médias: "pluralisme" ou "prise d'otage"? », *Acrimed*, 1^{er} avril 2019.

Bruno Gaston: *Il faut bien connaître les sujets, il faut être bon à l'oral, il faut être capable de les expliciter, il faut avoir les bonnes informations. Et donc certains de nos invités – on est très contents et très fiers de pouvoir les accueillir régulièrement – sont les invités qui cochent toutes ces cases. [...] Quand vous combinez [...] la nécessité de trouver un quatuor d'intervenants qui soient compétents et informés sur un certain sujet, la nécessité d'avoir certains invités qui reviennent, même si nous on fait attention à ce que cette récurrence soit pas trop soutenue, plus notre souci d'être paritaire, on arrive à notre travail quotidien [sic].*

« Compétents et informés » les Christophe Barbier, Yves Thréard, Nathalie Saint-Cricq, Alain Bauer, Pascal Perrineau, Dominique Reynié, Hervé Gattegno et autres éditocrates et sondologues invités (là et ailleurs) en permanence ? Défense de rire. Rappelons, par exemple, que le premier avait aligné les plantages en série⁴, avant de soutenir, pour se justifier, que « la vérité de 6h50 n'est pas celle de midi ». Un dicton à haute valeur journalistique ajoutée, pour sûr...

Puis le producteur de relativiser les critiques: *Ensuite, c'est toujours pareil. C'est-à-dire que certains invités laissent personne indifférent. Évidemment Alain Bauer, de par sa façon de s'exprimer, peut-être par ce qu'il véhicule, peut-être qu'il agace un certain nombre de téléspectateurs... Probablement. Ensuite, c'est toujours la même chose, vous en avez autant qui trouvent qu'Alain Bauer vient trop souvent que de gens qui nous écrivent pour nous dire qu'ils préféreraient qu'il vienne encore plus souvent. C'est toujours pareil. On s'emploie à être le plus équilibré possible, et à ce qu'aucun des invités ait un rond de serviette trop souvent posé sur la table.*

L'avantage, avec ces « gens qui nous écrivent » sans avoir le droit à la parole, c'est qu'on peut leur faire dire n'importe quoi, en s'arrangeant pour rester au juste milieu de toutes les critiques ! Jamais avarés de pédagogie, les journalistes profitent généralement du passage du médiateur pour infliger aux spectateurs quelques leçons supplémentaires, pour leur expliquer ce qu'on essaie d'expliquer:



« Il faut bien connaître les sujets, il faut être bon à l'oral, il faut être capable de les expliciter, il faut avoir les bonnes informations. »

Bruno Gaston

Bruno Gaston: *On s'emploie, avec « C dans l'air », à essayer d'expliquer les sujets d'actualité. Expliquer ça veut dire enjamber la tentation qui consisterait à distribuer les bons et les mauvais points, dire « c'est tout blanc, c'est tout noir », et essayer de raconter, y compris quand il n'y a pas de vérité qui peut s'exprimer, des notions qui de temps en temps sont des notions qui peuvent laisser matière à réflexion, voire à un peu d'idéologie.*

Le directeur des magazines de France Télévisions, Nicolas Daniel, vient à la rescousse, et précise les causes de l'uniformité des plateaux de « C dans l'air » :

C'est pas une émission de débat, c'est pas une émission de points de vue au départ. C'est pas ça qu'on attend de « C dans l'air » en premier. C'est pas « pour ou contre ». Généralement ce sont des gens qui ont une expertise, et ce qu'on va leur demander c'est un décryptage et une expertise sur un sujet donné, et ce qu'on attend d'eux généralement, il y a quatre per-

sonnes en plateau, c'est que leurs expertises se complètent, pas qu'elles s'opposent.

Si les invités de « C dans l'air » sont tous d'accord – pardon, « se complètent » –, c'est qu'ils ont une « expertise » et pas de « point de vue ». Et qu'on a pris soin d'éloigner des experts qui penseraient différemment... Merci pour cette « pédagogie » !

Résumons le message véhiculé pendant les 40 minutes que dure l'émission: les professionnels font de leur mieux, dans le respect des règles de l'Arcom. De quoi satisfaire le médiateur, en conclusion de l'émission: « Merci pour l'ensemble de ces explications et de toutes ces précisions. Je crois quand même que vous avez vraiment aidé les téléspectateurs à mieux comprendre la problématique des invités, qui sont si importants pour nos émissions. » Assurément !

On ne peut s'empêcher de partager, pour finir en beauté, l'enthousiasme de Gilles Bornstein: « Je travaille avec Caroline Roux. [...] Elle est d'une neutralité absolument extraordinaire, et d'une absence de préjugés intellectuels qui est vraiment tout à fait notable. » Caroline Roux et l'affection toute particulière de cette vedette du service public pour la critique des médias, qu'elle assimilait, en 2019 face à Benoît Hamon... à une « prise d'otages »⁵. Il n'y a pas à dire: « l'auto-analyse » des chiens de garde est toujours à couper le souffle! ■



résistance

DES JOURNALISTES S'ORGANISENT CONTRE LE RACISME MÉDIATIQUE

Naissance de l'Association des journalistes antiracistes et racisé-e-s (AJAR).

Le 21 mars, via une tribune parue dans *Libération*, plusieurs syndicats et collectifs de journalistes¹ ainsi qu'une centaine de professionnels venus de différentes rédactions officialisaient le lancement de l'AJAR (Association des journalistes antiracistes et racisé-e-s), avec pour objectif de « *s'attaquer au racisme dans le journalisme* ». Acrimed a assisté à la soirée de lancement puis interviewé deux de ses porte-parole, Rémi-Kenzo Pagès et Estelle Ndjandjo.

Des écoles de journalisme aux rédactions des grands médias, le racisme sévit et reste tabou. Dans l'enquête du SNJ-CGT rendue publique fin mars 2023 (voir p. 48) et menée auprès de 167 professionnels des médias, un sur quatre déclare avoir été victime de racisme et près d'un sur deux en avoir été témoin. Le SNJ-CGT dénonce « *un silence [...] se traduisant par des "non-dits" ou "non-formulés"* », tout comme le manque d'espace et d'écoute pour évoquer ces faits de discrimination: « *Lorsque les vic-*

times en parlent à leur hiérarchie ou aux élus du CSE, la situation évoluerait si peu que ce recours est perçu comme inutile, ce qui peut démobiliser les victimes qui tentent de se défendre. » La « *faible diversité* » des rédactions fait partie des explications avancées par le syndicat.

Parallèlement, qu'ils émanent de préjugés ou qu'ils se traduisent par des discours frontalement

« L'objectif, c'était de briser l'isolement et là, on voit que groupés, on pèse et on représente vraiment quelque chose. »

Rémi-Kenzo Pagès

racistes, des expressions et des contenus discriminants sont préférés dans les médias dominants, excédant de loin les frontières du groupe Bolloré, celles de la presse réactionnaire – *Valeurs actuelles* en tête – ou celles de la fachosphère, qui en restent néanmoins les vitrines les plus violentes. S'agissant du journalisme politique, rappelons simplement que le traitement dépolitisé et peopolisé du RN, accélérant de manière continue sa prétendue « *dédiabolisation* » depuis le début des

années 2010, est un symptôme en soi de la banalisation du racisme et de la xénophobie. Et ce sans parler de la complaisance multiforme dont firent

1. Dont le SNJ-CGT, le SNJ, Prenons la une, l'AJL, Femmes Journalistes de Sport, Profession: pigiste, et La Chance.

preuve la plupart des commentateurs à l'égard d'Éric Zemmour – multirécidiviste en matière de provocations à la haine ou d'injures racistes.

Enfin, soulignons que les sites et médias d'extrême droite servent régulièrement de caisse de résonance aux campagnes et coups de forces menés par divers groupuscules, élus et politiciens d'extrême droite – quand ils n'y participent pas directement. Dans sa tribune originelle, l'AJAR rappelle ainsi qu'«*en février, des journalistes du Poher, hebdomadaire breton, ont été visés par des menaces de mort et une alerte à la bombe après des articles sur un projet d'accueil de réfugié-e-s. Un billet antisémite sur un site d'extrême droite commente la supposée judéité de deux journalistes de la rédaction, avant de les qualifier de "collabos", puisqu'ils soutiendraient "l'invasion migratoire"*». Citons encore l'alerte de l'association Utopia 56 qui, le 17 mai, dénonçait encore les pressions du groupuscule d'extrême droite «*Les natifs*» contre une école désaffectée à Paris «*où survivent plus de 400 jeunes étrangers isolés*» : «*Ces violences sont avant tout le résultat d'une campagne haineuse et diffamatoire de certains médias et personnalités d'extrême droite, une situation semblable aux épisodes récents de Saint-Brévin, de Mayotte et de Callac*», déploierait l'association, avant de pointer *Valeurs actuelles* ou CNews, amplificateurs de ces discours haineux.

«C'EST ÉVIDENT QU'ON FAIT FACE À QUELQUE CHOSE DE BEAUCOUP PLUS GRAND QUE SOI...»

Racisme dans les rédactions, contenus racistes... C'est sur ces différents fronts que l'AJAR entend mener la lutte et organiser la colère. En seulement deux mois d'existence, l'association compte près de 200 membres, étudiants en journalisme ou travaillant dans des rédactions très variées, qu'il s'agisse de médias indépendants ou de la presse mainstream (*Libération*, *Le Monde*, France Télévisions, Radio France, etc.), et dont la majorité ont entre 25 et 35 ans. «*L'objectif, c'était de briser l'isolement et là, on voit que groupés, on pèse et on représente vraiment quelque chose, se réjouit Rémi-Kenzo Pagès. On est seuls dans nos rédactions,*

«Nous sommes une génération qui va plus avoir le cran de parler de l'injustice dans laquelle on vit.»

Estelle Ndjandjo

mais on n'est pas si seuls dans le métier!» Un enthousiasme que partage Estelle Ndjandjo, qui précise que l'AJAR refuse l'adhésion de «*gros influenceurs*», dont le travail s'éloigne du journalisme, ou de professionnels occupant le haut des hiérarchies éditoriales, «*rédacteurs en chef ou directeurs de rédaction*» notamment, de manière à enrayer structurellement toute «*limitation au niveau de la liberté de ton ou de parole*» au sein de l'association. Chez les membres de l'AJAR, nombre de mythes journalistiques, qui fondent depuis plusieurs décennies l'imaginaire commun de la profession, ont

fait long feu : «*Cette espèce de positionnement autour de la neutralité journalistique, c'est du pipeau*», martèle Estelle Ndjandjo, qui incarne en ce sens un renouvellement d'une partie des jeunes journalistes, davantage politisés et pour lesquels le «*militantisme*» n'est pas un gros mot. «*Nous sommes une génération qui va plus avoir le cran de parler de l'injustice dans laquelle on vit*», constate-t-elle, sans pour autant sous-estimer les réticences à s'engager, dont témoignent en off certains journalistes marqués par le poids du «*racisme internalisé*» : «*Quand tu as passé des années à essayer de creuser ton trou, tu as peur de sauter parce qu'au final, on reste des gens "tolérés"*».

L'AJAR entrevoit dès lors deux terrains principaux d'action. D'une part, la mise en lumière des biais racistes à l'œuvre dans le journalisme. «*On est débordés!*», s'exclame Rémi-Kenzo Pagès, qui souligne la multiplication des signalements reçus sur les réseaux sociaux, dont certains ont pu être traités et fait l'objet de publications sur le compte Twitter de l'association. Parmi celles-ci, la critique de choix iconographiques révélant des confusions fréquentes entre deux personnalités noires – *Midi Libre* «*choisi[ssant] une photo de l'acteur William Nadylam à l'annonce du décès du comédien Adama Niane*», par exemple –, de «*propos racistes anti-gitans*» tenus dans une émission d'Éric Brunet sur LCI, ou encore l'épinglage d'un reportage de *La Charente Libre* «*compil[ant] la quasi-totalité des préjugés et amalgames racistes existant sur les communautés chinoises et asiatiques*», introduit en Une par ce gros titre : «*Des Chinois derrière nos bureaux de tabac*» (21 avr.). Parallèlement, Estelle Ndjandjo dénonce les œillères des médias dominants quant aux vécus des personnes racisées, essentiellement donnés à voir par les médias dits «*communautaires*» : «*[Chez Bissai*

Média, par exemple], ils arrivent, de manière intelligente, humaine et sensible, à apporter des sujets en donnant la parole à différentes générations: interroger le rapport avec le mot “racisé”, avec la langue de tes parents, [ta place et tes expériences] dans l’espace public, comment tu as vécu ton coming-out en tant que personne musulmane, etc. Ce sont des questions qui passent totalement à la trappe dans les médias mainstream», souligne-t-elle avant de déplorer le «décalage total» que créent ces angles morts, en particulier quand ces derniers se doublent d’un traitement mutilé des questions migratoires, charriant «un vocable et un imaginaire négatifs» et véhiculant des «schémas toxiques». Rémi-Kenzo Pagès boucle la boucle en soulignant d’ailleurs combien des sites comme Bissai Média ou Africultures «sont invisibilisés voire totalement ignorés au sein de la profession».

La lutte contre le racisme dans les rédactions est le deuxième versant de l’activité de l’AJAR. «L’isolement des journalistes racisés dans les rédactions pose la question de la reproduction sociale dans la profession et des limites structurelles [qu’elle instaure] elle-même pour empêcher l’accès à ce métier», avance Rémi-Kenzo Pagès, qui pointe l’«entre-soi d’un milieu bourgeois, blanc et très parisien», entretenu par un certain nombre de dispositifs qu’«il faut réussir à abattre, un à un.» Dès lors, la problématique du recrutement s’impose comme une évidence pour l’association, qui se fixe pour objectif de réaliser des formations dans les écoles de journalisme – elle est aujourd’hui en lien avec neuf d’entre elles. Reste que, comme l’explique Estelle Ndjandjo, le défi est titanesque: «Quand on voit, par exemple, qu’une étudiante qui porte le foulard est refusée dans tous ses stages, qu’une directrice essaie de pousser, mais que même ça, ce n’est pas suffisant, c’est évident qu’on fait face à quelque chose de beaucoup plus grand que soi...»

C’est l’une des raisons pour lesquelles l’alliance avec les syndicats de journalistes – seuls le SNJ-CGT et le SNJ accompagnent pour l’instant la démarche

de l’association – ou avec d’autres collectifs journalistiques (de pigistes, pour l’égalité de genre, etc.), a été dès le début entrevue comme une nécessité. Reproduction sociale dans la profession, concentration du pouvoir éditorial, précarisation, droit du travail, etc.: la lutte contre les discriminations se joue sur bien des fronts et fait l’objet de revendications partagées par d’autres acteurs attachés à bousculer l’ordre des médias dominants, au rang desquels figure évidemment Acrimed. «Tout est à faire, lance Estelle Ndjandjo. Si on est là, c’est parce que d’autres ont pavé le chemin avant nous. Le Bondy Blog, Rokhaya Diallo, qui a tout porté sur ses épaules en se prenant des shit-storms [vagues de commentaires négatifs sur les réseaux sociaux, NDLR], et puis d’autres dans les années 2000 et 2010, qui ont essayé de débloquent ce débat petit à petit. Ils nous ont permis, un, de croire qu’on pouvait être journaliste, et deux, de nous rassembler aujourd’hui.»

Évidemment, la question du mouvement social (antiraciste et de lutte contre les discriminations) se pose avec acuité: si l’on opère un parallèle avec la

question des violences sexistes et sexuelles, les bouleversements – certes relatifs et fragiles – survenus dans le champ et les productions journalistiques à ce sujet se sont produits grâce au mouvement MeToo et à la faveur d’un regain des luttes féministes. «Aux États-Unis, rappelle Rémi-Kenzo Pagès, il y a eu un début de mobilisation dans les rédactions suite à “Black Lives Matter”, certaines se sont mises en grève sur la question du racisme. Au Philadelphia Inquirer par exemple, il y a une grève des journalistes noirs et des mouvements ont

pointé la division raciale du travail journalistique.» Une déflagration que n’a pas connue la France: malgré la mobilisation de longue haleine de collectifs des quartiers populaires et les manifestations importantes qui ont eu lieu à l’été 2020 sous l’impulsion du comité Adama, force est de constater qu’un vaste front de lutte antiraciste fait encore défaut.

En attendant, l’AJAR se lance déterminée dans un travail de fourmi, à la fois vers l’extérieur, mais également dans l’association elle-même – Rémi-Kenzo Pagès parle d’une «construction politique et [d’une] identité en train de se faire» –, en s’autoformant avec l’aide de chercheurs, militants et journalistes. C’est précisément le sens qui fut donné à la réunion publique

La problématique du recrutement s’impose comme une évidence pour l’association, qui se fixe pour objectif de réaliser des formations dans les écoles de journalisme.

du 5 mai, acte de naissance de l'AJAR. Son succès témoigne de l'urgence du sujet: plus de quatre cents personnes se sont rassemblées à Paris, dont de très nombreux étudiants en journalisme.

«IL Y A UN INTERDIT A PRIORI SUR LES QUESTIONS DE RACISME»

Deux tables rondes précèdent les festivités. La première, dédiée au traitement médiatique des questions raciales, réunit David Perrotin, journaliste à Mediapart, et Marie-France Malonga, sociologue, anciennement membre du conseil scientifique du CSA où elle fut la co-auteurice du premier rapport «Présence et représentation des minorités visibles à la télévision française». Regardant dans le rétroviseur des deux dernières décennies, cette dernière rappelle les croyances racistes ayant marqué la profession – «Mettre un noir à l'antenne, ça fait chuter l'audimat et les gens fuient leurs téléviseurs». [...] C'était vraiment ce qui avait été dit par certains producteurs [...] et quelque chose que l'on entendait beaucoup à la fin des années 1990 et jusqu'au début des années 2000 –, comme l'héritage des discriminations: «Pendant des années, les journalistes issus des minorités ou racisés avaient du mal à travailler avec leur propre nom: on leur demandait de franciser leurs noms», se souvient-elle avant de citer l'exemple de Rachid Arhab dans les années 1980. Si la chercheuse salue à plusieurs reprises des actions et de nettes avancées au fil des décennies, elle constate qu'il reste «beaucoup de verrous à faire sauter», critiquant notamment les représentations audiovisuelles étriquées dans lesquelles sont enfermées les personnes racisées, oscillant entre «la figure de la victime», celle «de la menace, c'est-à-dire l'individu non blanc qui est vu comme un délinquant, une personne qui trouble l'ordre social», des «repré-

sentations très exotiques, [...] insistant sur les différences, le folklore, etc. pour induire indirectement que l'individu n'est pas assimilable dans la société française», ou encore «les rôles de second plan, "le second couteau"».

De son côté, David Perrotin dénonce un «interdit a priori sur les questions de racisme» dans les productions médiatiques: «Un correspondant aux États-Unis [pourra titrer]: "Un noir tabassé par des policiers"».

Ça ne pose aucune difficulté de poser les termes et [dans l'article], vous allez retrouver le terme "racisme". Vous allez avoir la même la même chose en France [et] si vous avez de la chance, ce sera mis entre guillemets [...] et on va vraiment le traiter a minima. [Mais] comme c'est le plus souvent le cas, on va occulter cet aspect-là. » Avant d'interroger d'autres réflexes journalistiques délétères, en particulier lorsque s'imbriquent racisme et violences policières.

Si Marie-France Malonga soulève le problème de l'autocensure, elle corrélait d'emblée les biais journalistiques et «l'impensé

du racisme» au poids de l'idéologie dominante: «L'idée n'est pas de caricaturer en disant que tout le monde est raciste, ça n'a absolument aucun sens bien entendu, mais nous sommes quand même le fruit d'une histoire coloniale et esclavagiste qui a racialisé un certain nombre d'individus. Nous sommes la résultante de ça, donc on ne peut pas [l']effacer [...]. Les médias, les responsables des médias sont dans ce contexte-là.» Et d'ajouter: «Il y a toujours une forme de malaise à évoquer cette question et dès qu'il y a une revendication, une dénonciation des inégalités, elle va être décriée et considérée comme communautariste.» Une décrédibilisation a priori du message... et du message, perçu «comme un militant avant d'être [un] journaliste.» Une «présomption de militantisme» insiste-t-elle, que dénonce également David Perrotin en s'appuyant sur son parcours dans certaines rédactions, «notamment celles d'hebdomadaires assez connus», où il est «très compliqué [...] de percer le poids et le mur du soupçon» dès lors que les sujets proposés ont trait «au racisme, à l'islamophobie» mais aussi aux «questions des LGBTI phobies».

Le climat politique actuel est évidemment abordé, qu'il s'agisse de la stigmatisation du combat antiraciste, «affublé de [qualificatifs comme] "wokiste" ou "indigéniste"», ou de l'enracinement électoral de

Reproduction sociale dans la profession, concentration du pouvoir éditorial, précarisation, droit du travail, etc.: la lutte contre les discriminations se joue sur bien des fronts.

l'extrême droite, carburant d'une « réaction raciste qui s'exprime au quotidien » pour David Perrotin, qui rappelle à ce sujet les « affaires » Maryam Pougetoux ou Menel², avant de pointer du doigt « plein de médias mainstream » n'ayant pas le réflexe de se dire, par exemple, que « lorsqu'une femme voilée est victime d'un élu RN dans un conseil régional, on ne va pas stigmatiser la victime pendant une semaine ! » Pour le journaliste, « l'aspect systémique des discriminations et du racisme » implique dès lors de nécessaires « réorganisations des rédactions », notamment à travers une « rubrique "discrimination" spécifique » ou des « interrogations sur le recrutement et la représentation des personnes racisées dans les rédactions », constat partagé par Marie-France Malonga.

DIVERSITÉ DES RÉDACTIONS, POUVOIR ÉDITORIAL

C'est précisément cette question qu'abordent, dans la seconde table ronde, Ekia Badou, journaliste à Voice of America Afrique et Helena Berkaoui, rédactrice en chef du Bondy Blog. Toutes deux font état des préjugés et des commentaires racistes subis au cours de leurs carrières. Chargée de témoignages, Ekia Badou cite « l'environnement nauséabond » d'une rédaction pour laquelle elle présenta les journaux de nuit, l'expérience d'une amie qui « ne cachait pas sa religion [musulmane] [...] et était pratiquante d'une façon jugée extrême par ses collègues de Radio France », l'insistance de confrères « qui ne voient que [la couleur] [...] et me le rappellent toujours : "Tu es d'où ? / [...] Du 10^e arrondissement. / Non mais bon, d'où ?" », ou encore une consœur s'adressant à elle au cours d'un reportage : « C'est un oncle à toi Amin Dada ? » Et ce sans parler du poids des assignations éditoriales :

Ekia Badou : Dans les médias généralistes où j'ai commencé à travailler, [...] on me cantonnait toujours à une image que je ne comprenais pas, c'est-à-dire qu'on proposait des sujets [pour lesquels] il fallait aller en banlieue. C'était tout de suite : « On a Ekia, c'est super, c'est Ekia qui va aller en banlieue ! » [...] Je me disais que peut-être, c'était des malentendus, les gens ne se rendent pas compte que c'est très cliché, et je faisais ce qu'on me demandait de faire en me disant : « Bon, t'as ton poste, sois contente, t'es pigiste, fais tes preuves. » Et ça a duré comme ça pendant 3 ans où à chaque fois, on me parlait « banlieue » ou « Afrique ».

Un phénomène que confirme Helena Berkaoui : « On m'a beaucoup donné de sujets qui étaient en lien avec l'islam [...] sans que je les demande par ailleurs. Il y avait une forme de double contrainte : à devoir prendre ces sujets-là, mais aussi à être un peu en proie à une suspicion [quant

à] mon objectivité à les traiter. » Injonctions contradictoires, « brimades » ou « accrochages » d'autant plus difficiles à contrer ou simplement à rapporter « quand vous êtes précaire, quand vous êtes pigiste, insiste-t-elle. Quand vous ne savez pas si on va vous rappeler ou pas et

que de ça va dépendre ce que vous avez dans le frigo. [...] Vous y réfléchissez à deux fois. »

« Dans les médias généralistes où j'ai commencé à travailler, [...] on me cantonnait toujours à une image que je ne comprenais pas, c'est-à-dire qu'on proposait des sujets [pour lesquels] il fallait aller en banlieue. »

Ekia Badou

Source de mal-être au travail, ces contraintes économiques entravent également le positionnement des journalistes vis-à-vis des lignes et des directives éditoriales, certes très peu contestées... mais difficilement contestables : « [En conférence de rédaction], ça peut être assez compliqué voire complètement impossible d'imposer certaines idées », poursuit la rédactrice en chef du Bondy Blog. Reste que les deux journalistes posent frontalement la question du pouvoir éditorial au cours des échanges. L'une, Ekia Badou, pour décrire comment les biais racistes peuvent survenir du fait d'ingérences de rédacteurs en chef, intervenant par exemple sur le

script d'un reportage auquel ils n'ont jamais participé. L'autre, Helena Berkaoui, dans l'optique de réfléchir aux perspectives à porter pour secouer le champ journalistique. « La question du recrutement doit être pensée sur le long terme » et au-delà, « il faut [...] des politiques suivies, continues [et qui posent] la question de qui est où, donc à quelle place dans la rédaction. Est-ce que les évolutions de carrière sont les mêmes que l'on soit un homme blanc ou une femme non blanche ? [...] C'est indispensable que ce ne soit pas des effets de mode. [...] Prenons la Une³ a déjà suffisamment bien documenté ça : le journalisme, c'est une profession [précarisée], donc qui s'est féminisée. Et quand on regarde qui il y a à la tête des rédactions, eh bien souvent, ce sont des hommes blancs. »

Malgré la vivacité des échanges et le succès de ce lancement public, la soirée n'a pas été couverte dans les médias dominants. « Les gens font comme si on n'existait pas, soupire Rémi-Kenzo Pagès. Je pense que ça bouscule aussi beaucoup de choses chez eux puisqu'on est nés sur une critique de la profession. Pour l'instant, on a eu plutôt de bons retours. [...] Rien de malveillant nous disant qu'on n'était pas légitimes à faire ces critiques, [même si] de manière souterraine, beaucoup de personnes le pensent... » Courage et longue vie à l'AJAR ! ■

2. Lire « L'extrême droite en croisière », *Médiacritiques* n°36, oct.-déc. 2020, p. 27.

3. Créée en 2014, Prenons la Une est une association de journalistes qui milite « pour une juste représentation des femmes dans les médias et l'égalité dans les rédactions ».



■ **BFM-TV**, 18 mars: « *Je crois pas, si vous voulez, que la révolte à laquelle on assiste, là, à Paris depuis trois nuits, que ce soit une révolte contre le 49.3. Je suis sûr que si l'on faisait une interrogation écrite – c'est mon côté professeur – des manifestants, on aurait un niveau extrêmement faible de maîtrise de l'article 49 alinéa 3.* » La morgue et le mépris, par Pascal Perrineau.

■ **Le Monde**, 24 mars: « *Quand j'étais petite, je voulais être Anne Sinclair. C'était une excellente intervieweuse et j'adorais la regarder.* » On s'inquiète de qui prendra Sophia Aram pour modèle.

■ **CNews**, 28 mars: « *L'honnêteté est notre priorité. [...] L'honnêteté doit nous guider.* » Hélas pour Pascal Praud, il reste encore du chemin.

■ **Twitter**, 28 mars: « *L'antifascisme est le pire des fascismes.* » Gilles-William Goldnadel, de pire en pire.

■ **Le Point**, 30 mars: « *La complaisance d'une partie du monde politico-médiatique envers la violence du black bloc est stupéfiante.* » Étienne Gernelle, toujours aussi clairvoyant.

■ **Le Figaro**, 2 avril: « *Est-ce moi qui vieillis mal, ou est-ce la France qui s'affaïsse?* » Rarement question de Jacques Julliard aura été aussi simple!

■ **Europe 1**, 17 avril: « *L'interminable dérive de la Ligue des droits de l'Homme.* » Un édito signé Philippe Val, naviguant à vue dans les eaux de l'extrême droite.

■ **LCI**, 20 avril: « *Je trouve que cette espèce de bazar pour deux ans de travail en plus, alors que toute l'Europe l'a accepté, c'est propre à la France et ça dit quelque chose de notre besoin de dire "non" à toute velléité de réforme.* » Pascal Bruckner n'a toujours pas lâché prise.

■ **France 2**, 29 avril: « *Est-ce que quelqu'un a lu le livre de Bruno Le Maire? Moi je l'ai lu! Moi, je l'ai lu! Et il y a des passages de cul qui sont ha-llu-ci-nants. Et personne n'en parle donc je me dis que les journalistes n'ont pas lu le livre, je vous invite à le lire! Mais des trucs trash... j'ai halluciné!* » Léa Salamé, journaliste et intervieweuse politique la plus en vue du service public.

■ **France Culture**, 13 mai: « *La France a-t-elle la gauche la plus bête du monde?* » Nous disions donc: heureusement que le service public sait relever le niveau.

■ **France 5**, 14 mai: « *L'extrême gauchisation des débats, ce que j'entends en tout cas, c'est vraiment l'idée que sur un certain nombre de thématiques [...], on a une grille de lecture qui se présente immédiatement sous la forme d'une guerre entre les gentils et les méchants. [...] Ce que j'appelle l'extrême gauchisation, c'est le fait que dès que vous prononcez le mot "immigration" en France, vous êtes d'extrême droite.* » Le défilé de Pierre-Henri Tavoillot, grand clerc parmi les « philosophes médiatiques », en est d'ailleurs un symptôme très net...

■ **Télérama**, 22 mai: « Jean-Michel Apathie rejoint "Quotidien" à la rentrée ». La tournée continue, après *Politis*, *Libération*, le *JDD*, *Le Parisien*, *L'Express*, *Le Monde*, France Inter, RTL, France 3, Canal+, *Gala*, Europe 1, France Info, *La Montagne*, France 5, LCI... et donc TMC. Admirez le spectacle!

■ **Le Figaro**, 26 mai: « *Le Goulag n'existait pas plus selon les staliniens que le wokisme selon ses partisans.* » Nathalie Heinich et le quotidien de Dassault, en campagne permanente.

■ **Slate**, 29 mai: « *De droite ou de gauche, il n'y a rien de pire que les artistes engagés. Quand ils s'expriment, on a l'impression qu'ils rotent.* » Rien de mieux que la finesse d'une analyse...

■ « *Ramassis de cuistres idéologisés jusqu'au fond des yeux, drogués de leur propre bêtise. Ils ne comprennent rien à rien, ne réfléchissent pas plus loin que le bout de leur nez.* » Sur Twitter (11 juin), la journaliste Emmanuelle Ducros s'en prend à une action de militants écologistes contre le maraîchage industriel. Et d'enchaîner: « *C'est quoi le but de ces débiles exactement? Se rendre parfaitement puants à un moment où nos concitoyens peinent à acheter fruits et légumes?* » Mais encore: « *On vous voit tels que vous êtes. Sectaires, ignorants, obscurantistes, violents et dictatoriaux.* » Le lendemain, elle y consacre sa chronique sur Europe 1. Et de s'insurger: « *On a rarement fait plus bête!* » Dit-elle... ■



Libération de Sartre à Rothschild

Pierre Rimbert
Raisons d'agir, 2005

Ce petit livre percutant retrace la triste aventure d'un journal qui, créé en 1973 dans la foulée de mai 1968 pour révolutionner la presse au profit des travailleurs, et même pour leur « donner la parole », deviendra peu à peu une feuille libérale contrôlée par un banquier (2005). Un livre à (re) lire au moment où *Libération* célèbre ses 50 ans. D'autant que l'évolution du quotidien est symptomatique d'une époque et « illustre la situation générale de journaux contraints de se nier en tant qu'entreprise afin de poursuivre leurs buts, ou de renier leurs buts pour intégrer l'univers des entreprises ». On y voit défiler au cours de sa normalisation des figures qui ont marqué l'éditocratie, tels les Joffrin, Demorand, et surtout Serge July, dont l'histoire est en quelque sorte la personification de celle de son journal. Patrick Drahi, l'actuel propriétaire de *Libé*, n'a pas dû lire le livre de Pierre Rimbert : il vient de réembaucher Serge July comme chroniqueur politique. ■



Réactions françaises

François Krug
Seuil, 2023

Le journaliste François Krug (Rue 89, *Le Monde*) a enquêté sur « trois visages et trois têtes de gondole de la littérature française » : Michel Houellebecq, Sylvain Tesson et Yann Moix. « Des parcours différents, mais un point commun, ignoré de leurs lecteurs. Dans l'ombre, tous ont été, et sont restés, des "compagnons de route" de l'extrême droite. Cette enquête sur l'itinéraire de ces trois "stars", révèle comment s'est constitué une coterie littéraire très réactionnaire où se côtoient, depuis les années 1990, de petits et de grands écrivains, des éditeurs, des journalistes, des animateurs TV et des idéologues peu fréquentables. C'est l'histoire d'une génération qui, par goût de la provocation, mépris de son époque ou pure conviction, a franchi la ligne rouge – ou plutôt, brune. » Au menu, notamment : une immersion dans le petit monde des « grands » journalistes (Frédéric Beigbeder en tête). Entre-soi, connivence et complaisance garantis. ■



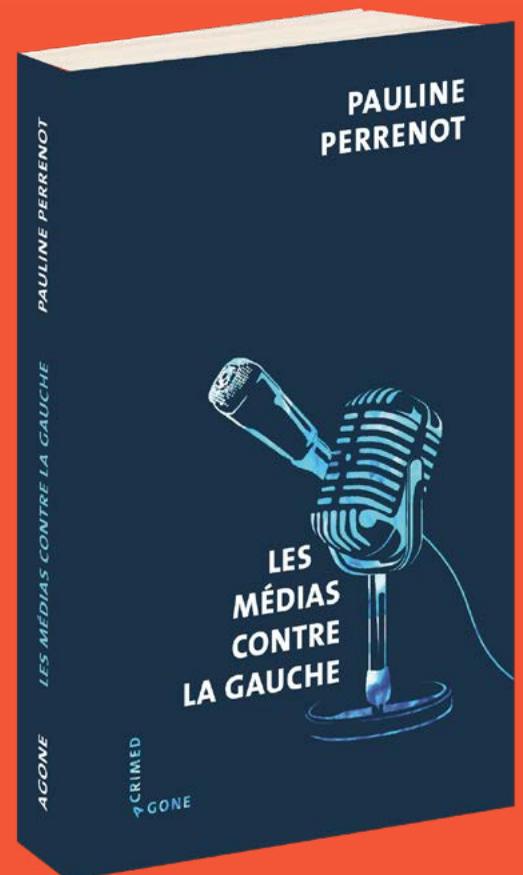
« Briser le silence sur le racisme dans les rédactions »

Témoins, n°88
Janvier-mars 2023

« *Propos racistes, xénophobes, [...] stéréotypes relatifs à l'image, à la couleur de peau, aux origines (mêmes lointaines), au physique, etc., qui entraînent toutes sortes de stigmatisations* » : le syndicat de journalistes SNJ-CGT a enquêté, par le biais d'un questionnaire en ligne à destination des journalistes, sur le racisme et les discriminations dans les médias. De ce « travail expérimental », qui « ouvre une toute petite fenêtre sur un vaste champ de recherche », plusieurs conclusions peuvent être tirées : une confirmation « que les discriminations, et plus précisément le racisme, sévissent dans les rédactions de France » ; un « climat général où le racisme apparaît comme systémique » ; ou encore un certain silence sur la question – le SNJ-CGT relève notamment que « lorsqu'il y a signalement à la hiérarchie [...] ou aux syndicats [...], la situation évolue bien trop peu ». Et le rapport de conclure, volontariste : « Le silence sur la question du racisme dans les médias ne demande qu'à être brisé. » ■

LES MÉDIAS CONTRE LA GAUCHE EN TOURNÉE

Plusieurs rencontres ont été organisées depuis la parution du livre *Les médias contre la gauche* en mars, à l'invitation de librairies, associations, collectifs...
Vous souhaitez organiser une rencontre ?
Contactez-nous ! info@acrimed.org



MÉDIACRITIQUES

N°47

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

ÉTÉ 2023

03 BERNARD CAZENEUVE
OU LA «GAUCHE»
DONT RÊVENT LES MÉDIAS

08 «LE PEN GRANDE
GAGNANTE»
UN MATRAQUAGE
MÉDIATICO-SONDAGIER

21 QUAND LES MÉDIAS
LÉGITIMENT LA RÉPRESSION

26 SUR BFM-TV LA POLICE
FAIT L'INFORMATION

32 SUR BFM-TV
DÉSINFORMATION
ET SOMMATIONS

38 QUAND LA CRITIQUE
DES MÉDIAS VIENT
DES RÉDACTIONS

40 MÉDIATION OU SERVICE
APRÈS-VENTE?

42 DES JOURNALISTES
S'ORGANISENT CONTRE
LE RACISME MÉDIATIQUE

ET DANS LES RUBRIQUES...

07 LES ÉDITOCRATES
CONTRE JEAN-LUC MÉLENCHON

20 LES DEUX POIDS, DEUX
MESURES DU JOURNALISME
POLITIQUE

23 LE PRIX DU LIVRE POLITIQUE,
OU LA CÉLÉBRATION
DE LA CONNIVENCE

24 LES JEUX DE L'ÉTÉ